UNIVERSITÉ
DE GENÈVE
FACULTÉ DES SCIENCES
DE LA SOCIÉTÉ
Institut de recherches sociologiques

La population en grande précarité en période de COVID-19 à Genève : conditions de vie et stratégies de résilience

Rapport final de l'étude sollicitée par la fondation Colis du Cœur

Prof. Jean-Michel Bonvin

Max Lovey

Dr Emilie Rosenstein

Dr Pierre Kempeneers

Avec la collaboration de :

Justine Daverio

Théo Giezendanner

Louna Lonqueur

Marta Marques Castanheira

Julien Nagel

Daniel Bonvin

Septembre 2020

Étude menée avec le soutien de : le Canton de Genève, Le Centre Social Protestant-Genève, Le Collectif d'associations pour l'action sociale, et la Ville de Genève.

Citation conseillée : Bonvin, J.-M., Lovey, M., Rosenstein, E. & Kempeneers, P. (2020). La population en grande précarité en période de COVID-19 à Genève : conditions de vie et stratégies de résilience. Rapport final de l'étude sollicitée par la fondation Colis du Cœur. Genève : Université de Genève.

Table des matières

Synthèse……..…....……...……4

1. Contexte et objectifs……..……...……6

2. Méthodes…...……9

2.1 Questionnaire……..…….....9

2.2 Entretiens……..…….....10

3. Situation et conditions de vie…….…….……..12

3.1 Alimentation, insécurité alimentaire……....12

3.2 Emploi, revenu, épargne……..……14

3.3 Logement, surdensité du ménage……..…….....18

3.4 *Impact de la pandémie sur la santé physique et psychique*……..……20

4. Non-recours et stratégies de résilience.…….……...23

4.1. Non-recours aux prestations existantes (institutions et associations) et aux soins.....23

4.2. Stratégies de résilience ……..…….....28

5. Principaux résultats et discussion…….....…….……31

6. Pistes de recommandations…..……..…..……...……..34

7. Références…….……..37

8. Annexe…….……38

Synthèse

Cette enquête constitue une première tentative de rendre compte de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les populations précarisées à Genève grâce à un questionnaire et des entretiens réalisés avec des bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur. Notre étude met en évidence que les conditions de vie matérielles des répondants, déjà précaires avant la crise de la COVID-19, se sont de manière générale dégradées :

- le taux d'emploi au sein de notre échantillon est passé de 59% à 35%, et les personnes qui n'ont pas perdu leur emploi ont vu leur temps de travail et leur revenu diminuer significativement, alors même que deux tiers des répondants gagnaient déjà moins de 2000 CHF par mois avant la crise. Les personnes sans contrat de travail et sans permis de séjour ont été particulièrement impactées.
- Pour toutes les catégories de population étudiées, le niveau de formation n'est pas corrélé significativement avec le taux d'emploi ou le niveau de revenu.
- Une baisse de la qualité de la nourriture consommée est également observée, tendance renforcée par l'incapacité d'aller faire ses achats en France voisine. La quantité de nourriture consommée est également impactée mais de manière moindre, notamment grâce au soutien de la fondation Colis du Cœur.
- Par rapport aux conditions de logement, 59% des répondants – et 73% des répondants sans ou dans l'attente d'un permis – vivent dans un logement défini comme sur-dense, c'est-à-dire dont le nombre d'habitants est égal ou supérieur au double du nombre de pièces disponibles.
- Cette dégradation des conditions de vie matérielles a impacté la santé psychique des répondants, beaucoup disent ressentir de l'anxiété ou de la tristesse et on observe une baisse importante de leur satisfaction de vie.
- 45% des répondants n'ont pas d'assurance maladie et ce chiffre se monte à 80% pour les personnes sans contrat de travail.

Face à cette situation de besoin avéré, on observe des capacités de réaction et stratégies de résilience très diverses :

- un nombre important de personnes parmi les bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur interrogés (69,5%) ne recourent à aucune aide publique ou associative, surtout par non-connaissance des aides existantes, mais aussi par crainte des conséquences négatives pour leur permis ou par volonté de s'en sortir par elles-mêmes.

- Près de la moitié des répondants ont mis en place des stratégies de débrouille comme la vente de biens personnels ou la réalisation de petits boulots informels. De même, près de la moitié ont contracté un emprunt (assorti d'un taux d'intérêt supérieur à 6% pour plus d'une personne sur cinq).
- Les personnes en situation de non-recours aux prestations sociales publiques ou associatives font face à un phénomène de cumul des désavantages et peinent à déployer des stratégies de résilience. 22 personnes de notre échantillon, soit 10%, se retrouvent même dans une situation de non-recours extrême : sans emploi, sans revenu de substitution, sans recours aux prestations institutionnelles et associatives et sans stratégies de débrouille personnelle.
- Les personnes au bénéfice d'un complément de revenu de l'assurance-chômage ou de l'Hospice général recourent moins souvent aux stratégies de débrouille personnelle (ventes d'objets, etc.), sans doute en raison d'une situation de moindre besoin.

Les pistes de recommandations suivantes sont mises en avant :

- lutter contre l'insécurité alimentaire et garantir l'accès à une alimentation de qualité, à un prix abordable et en quantité suffisante, aussi bien à l'égard des personnes précarisées par la crise de la COVID-19 que des populations vulnérables vivant à Genève.
- Renforcer et prolonger les mesures conjoncturelles mises en place (chômage technique, soutien aux indépendants), avec des conditions d'accès assouplies ; cela aussi longtemps que le ralentissement de l'économie ne permettra pas à ces personnes de recouvrer leur autonomie.
- Informer et encourager l'accès aux droits et prestations sociales, notamment pour lutter contre la non-connaissance et les barrières symboliques à l'origine des situations de non-recours, et éviter plus généralement les phénomènes de marginalisation et d'invisibilisation des problèmes sociaux.
- Mettre sur pied de mesures structurelles en faveur des populations « sans » (sans statut légal, sans contrat de travail, sans domicile), visant par exemple à promouvoir l'établissement de contrats de travail ou de toutes autres mesures contribuant à préserver leur autonomie et leur dignité.
- Développer des politiques en faveur de la reconnaissance et valorisation des diplômes des populations concernées.
- Documenter la vulnérabilité des personnes fragilisées par la crise ainsi que des populations « invisibles » que la crise a fait apparaître au grand jour, par le bais d'études et d'observations régulières, dans le sens d'une veille sociale.

1. Contexte et objectifs

Au niveau global comme à l'échelle locale, le contexte récent de pandémie et de semi-confinement a fortement impacté les sociétés et économies contemporaines. A Genève, certains groupes, qui dans des circonstances « normales » connaissent déjà des difficultés importantes à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, ont vu leur situation s'aggraver pour atteindre des niveaux de précarité inconnus sous nos latitudes depuis l'après-guerre – les images des files d'attente à la patinoire des Vernets (voir encadré ci-après), lors des distributions de nourriture, ont à ce titre choqué et ont été largement relayées par les médias internationaux[1]. Si ces situations de détresse portées au regard de tous sont symboliquement fortes dans un pays que l'on associe généralement à la prospérité, elles ne font pas exception en Europe de l'Ouest où des situations similaires ont vu le jour, appelant à des mesures de diverses natures. En France, un plan d'urgence de 39 millions d'euros spécialement destiné aux associations actives dans l'aide alimentaire a été mis sur pied, celle-ci a pris des formes similaires à celles vues à Genève et s'est notamment concentrée sur les communes les plus pauvres[2]. Au Royaume-Uni aussi l'aide alimentaire a été le fait de grandes associations actives au niveau national, comme le *Trussell Trust*, qui ont dû se réorganiser pour distribuer la nourriture à domicile[3]. D'autres pays très touchés et où l'Etat social est moins développé comme l'Italie ou le Portugal ont vu leurs sociétés civiles s'organiser pour trouver des solutions originales à la demande accrue d'aide alimentaire, c'est par exemple le cas de l'action de la Confédération des cultivateurs directs (*Coldiretti*) en Italie qui a mené une étude sur les besoins et distribué des aliments produits dans le pays[4].

La situation de Genève ne fait donc pas exception, et elle a, comme ailleurs, pris de court les acteurs publics et privés de l'action sociale. En effet, toute une population précaire qui échappe habituellement aux radars de la politique sociale est pour ainsi dire apparue du jour au lendemain, rendue particulièrement visible par sa concentration dans les files d'attente des distributions alimentaires mises en place aux Vernets. Le fait que cette population et les difficultés auxquelles elle fait face soient peu prises en compte constitue un obstacle à la mise en place d'interventions efficaces dans de telles situations d'urgence, d'où l'intérêt de la présente étude sollicitée par la fondation Colis du Cœur et menée par l'Institut de recherches sociologiques de l'Université de Genève, avec la collaboration d'étudiants du Master en Socioéconomie et d'un doctorant de la Faculté d'Économie de l'Université de València. Le but de cette étude a été d'apporter, en un temps court, des connaissances et des informations

[1] Voir, par exemple, The Guardian, « Hundreds queue for food parcels in wealthy Geneva », 09.05.2020.
[2] Le Monde, « Aide alimentaire : le gouvernement annonce une enveloppe de 39 millions d'euros », 24.04.2020, Huffington Post, « En Seine-Saint-Denis, les distributions alimentaires en constante augmentation avec la crise », 21.05.2020.
[3] The Independent, « Coronavirus has forced thousands to visit food banks in recent weeks – your support is vital to changing that », 29.03.2020.
[4] La Repubblica, « Coronavirus, Coldiretti : quasi 2,7 milioni di italiani a rischio fame », 29.03.2020, Jornal de Noticias, « Mais de nove mil pedidos de ajuda em duas semanas », 18.04.2020.

aussi précises que possible sur la situation de ces personnes, en vue de mieux ajuster les réponses mises en place par les services sociaux et associatifs. Nous rendons compte dans ce rapport de la situation des personnes en lien avec la crise de la COVID-19 à la mi-mai/début juin, soit plus de deux mois après que le Conseil Fédéral a déclaré l'état de situation extraordinaire et que le pays est entré en semi-confinement. Plus précisément, notre étude vise à mieux connaître :

a. Les **situations et conditions de vie** de ces personnes et leur évolution dans le contexte de semi-confinement, notamment leurs besoins sur le plan social, sanitaire, alimentaire, psychologique et de logement ;
b. les différents types de **ressources institutionnelles ou associatives** qu'elles peuvent/souhaitent mobiliser pour satisfaire ces besoins. Ceci inclut les questions liées à la connaissance de ces ressources, à leur accessibilité et leur acceptabilité aux yeux de ces personnes, et la manière dont ces questions évoluent dans le contexte de semi-confinement ;
c. les **stratégies alternatives** qu'elles mobilisent pour pallier la non-connaissance, le non-accès ou la non-acceptabilité des ressources du réseau institutionnel ou associatif. Ceci inclut aussi l'évolution de ces stratégies de résilience dans le contexte de pandémie (p. ex. recours plus fréquent au réseau familial, au voisinage, à des actions alternatives comme le travail au noir, etc.), la praticabilité de ces stratégies, leurs atouts et limites ;
d. sur la base des points a), b) et c), identifier les **principaux besoins non ou insuffisamment couverts**, et **proposer des pistes de recommandations** aux services compétents.[5]

Afin de garantir un rendu de qualité, nous avons veillé à concilier au mieux l'exigence de rigueur scientifique qui garantit l'objectivité des données récoltées et l'urgence d'une action rapide et efficace, particulièrement importante dans le contexte de la crise de la COVID-19. Les méthodes proposées ci-dessous s'inscrivent dans cette double optique. L'évolution et l'élargissement des profils et du nombre de bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur ont représenté un défi important à cet égard. Notre objectif a consisté à identifier aussi précisément que possible les diverses temporalités des parcours de vulnérabilité observables parmi les populations précarisées étudiées.

Après avoir décrit les méthodes utilisées pour la récolte des données, nous présenterons les résultats obtenus pour les différents aspects de la problématique auxquels nous nous sommes intéressés : d'abord l'impact de la crise sur l'alimentation, puis sur l'emploi et le revenu, le logement, et finalement sur la

[5] De nombreuses études ont été menées en parallèle sur des populations très semblables. L'étude Parchemins a essentiellement ciblé les migrants sans statut légal ou au bénéfice d'un processus de régularisation (voir www.unige.ch/sciences-societe/socio/fr/recherche/projet-parchemins). Les deux études réalisées par Médecins Sans Frontières et les Hôpitaux Universitaires de Genève (MSF & HUG 2020a, 2020b) se sont centrées sur la santé et, dans une moindre mesure, le logement. L'étude sur la distribution d'aide alimentaire d'urgence (DAALI), en cours de réalisation, traite aussi de la situation des bénéficiaires des aides alimentaires, notamment sous l'angle de leur satisfaction à l'égard du dispositif alimentaire ou de l'accès au lait artificiel pour les enfants. Chacune de ces études, avec son regard spécifique sur les populations précarisées dans le canton de Genève, a contribué à améliorer la connaissance de ces populations. Notre étude s'inscrit dans cet effort collectif.

santé physique et psychique. A partir de là, nous nous pencherons sur la thématique du non-recours aux dispositifs sociaux et sanitaires existants (aussi bien publics que privés), ainsi que sur les stratégies de résilience plus informelles que les répondants développent soit en complément, soit en substitut des aides institutionnelles et formelles. Nous terminerons par une synthèse des principaux résultats, suivie de pistes de recommandations en lien avec ceux-ci.

Un dispositif extraordinaire pour une aide alimentaire d'urgence inconditionnelle

Depuis 1993, la Fondation Colis du Cœur a pour mission de distribuer des denrées alimentaires aux familles en situation de vulnérabilité résidant dans le canton de Genève. Cette mission a été brutalement interrompue dans le courant du mois de mars 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Cette situation a débouché sur une crise majeure pour l'action sociale à l'échelle du canton qui a ravivé avec force la problématique de l'insécurité alimentaire à Genève.

Pour faire face à cette situation, de nombreuses initiatives ont vu le jour. Dès la fin mars, la fondation Colis du Cœur a pu pallier l'arrêt des distributions de denrées alimentaires par l'envoi postal de bons d'achat à ses bénéficiaires. Cette transition a été rendue possible par un travail étroit de coordination et de collecte d'adresses parmi les acteurs institutionnels et associatifs partenaires de la fondation Colis du Cœur.

Parallèlement, l'association Caravane de solidarité a constaté qu'en dépit des aides existantes, un nombre croissant de personnes se retrouvaient dans le besoin d'une aide alimentaire d'urgence, ces personnes n'ayant souvent pas de contact avec la fondation Colis du Cœur et n'ayant donc pas accès à ses prestations. Partant de ce constat, des distributions d'aide alimentaire dites « sauvages » ont vu le jour, en plus des distributions de bons par les associations, pour progressivement déboucher sur un dispositif inédit, organisé en association avec la Ville de Genève et Médecins Sans Frontières, dispositif qui prendra ses quartiers, d'abord dans une école du centre-ville, puis dans la patinoire des Vernets. C'est en ce lieu que, sous l'impulsion de la Ville de Genève et de la Caravane de solidarité, de nombreux acteurs institutionnels et associatifs (incluant le Centre Social Protestant, le Collectif de Soutien aux Sans-Papiers, les Hôpitaux Universitaires de Genève, l'ASLOCA et plusieurs syndicats) ainsi que des centaines de bénévoles se sont rassemblés pour mettre en œuvre une des distributions d'aide alimentaire inconditionnelle les plus importantes de Suisse et offrir un soutien plus généralement aux personnes vulnérables impactées par la crise de la COVID-19.

Organisée tous les samedis matins jusqu'à la mi-juin, cette aide d'urgence va permettre au plus fort de la crise à environ 5'400 personnes de recevoir des sacs de denrées alimentaires et également de s'inscrire sur place sur les listes de bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur afin de recevoir des bons d'achat durant au minimum quatre semaines. Alors que la fondation comptait 3'500 personnes qui bénéficiaient de son soutien au mois de mars, elles sont aujourd'hui plus de 7'500.

2. Méthodes

La fondation Colis du Cœur nous a donné accès à une base de données[6] comprenant les coordonnées de ses bénéficiaires. Ceci nous a permis de récolter les informations souhaitées de deux manières : par un questionnaire en ligne et par des entretiens qualitatifs. Le dispositif de l'enquête en ligne a été retenu suite aux retours des acteurs de terrain indiquant que l'accès à un smartphone était largement répandu dans la population visée par notre enquête. Dans les deux cas, les thématiques suivantes ont été abordées : le degré d'insécurité alimentaire, la situation d'emploi, les ressources financières, le recours aux aides institutionnelles, associatives ou informelles, le logement et la situation familiale ainsi que l'état de santé. Nous nous sommes intéressés à l'impact de la crise de la COVID-19 sur chacun de ces aspects et au déploiement de stratégies de résilience afin de pallier la détérioration des conditions de vie. L'ensemble des réponses à chacune des questions de l'enquête en ligne figurent en annexe de ce rapport.

2.1 Questionnaire

Le questionnaire, disponible en ligne du 15 mai au 7 juin, était accessible en français, anglais, espagnol et portugais. Le choix de ces langues est le résultat d'échanges avec divers protagonistes de la fondation Colis du Cœur et des collègues de recherche, ainsi que des capacités linguistiques des membres de l'équipe de recherche. Pour sa construction, nous avons pu bénéficier de la collaboration de l'équipe du projet de recherche Parchemins de l'UNIGE et des HUG, qui a également mené une enquête à la même période pour étudier l'impact de la crise de la COVID-19 sur la population des personnes sans statut légal à Genève[7]. Pour la distribution et passation du questionnaire, nous avons procédé de trois manières : l'envoi aux bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur de 3300 flyers comprenant un lien vers le questionnaire en ligne ; deux distributions en direct de ces mêmes flyers à la patinoire des Vernets lors des distributions de nourriture organisées à l'intention de ces publics et des relances téléphoniques aux bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur pour compléter notre échantillon. Nous avons au total obtenu 223 réponses (199 questionnaires complets et 24 complets à plus de 90% et donc exploitables), ce qui était suffisant pour mener des analyses bivariées robustes. Le manque de données disponibles à propos de la population de référence et le caractère très évolutif de celle-ci (dont la taille a considérablement augmenté avec la prolongation de la période de semi-confinement) n'ont pas permis de mener des tests de représentativité de notre échantillon.

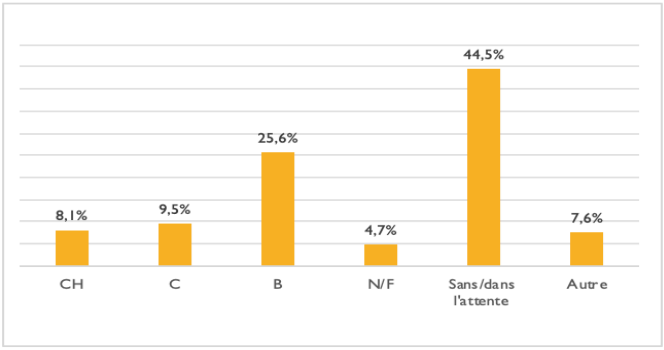
Concernant le profil sociodémographique des répondants, une large majorité d'entre eux (76,6%) se situe dans la catégorie allant de 25 à 50 ans. Les femmes représentent plus de deux tiers des répondants (68,6%). Pour ce qui est du niveau d'éducation, les différentes catégories (sans diplôme, école

[6] L'évolution de la pandémie a coïncidé avec un élargissement des publics et des profils concernés.
[7] Nous saisissons ici l'occasion de remercier chaleureusement les collègues du projet Parchemins pour les échanges entretenus dans ce cadre.

obligatoire, secondaire, tertiaire) sont représentées dans des proportions similaires. Pour ce qui est de la nationalité des répondants, les personnes originaires d'Amérique du Sud constituent près de la moitié de notre échantillon (45,7%), cette catégorie inclut les ressortissants de trois pays principalement : le Brésil, la Colombie et la Bolivie. On notera aussi le nombre important de personnes de nationalité philippine (13,8%) parmi les répondants.

Finalement, on observera que 44,5% des répondants à notre questionnaire sont sans ou dans l'attente d'un permis de séjour, et – si l'on additionne les permis B, C et les passeports suisses – un pourcentage similaire (43,2%) de personnes vivent en Suisse de manière « durable » (Figure 1).

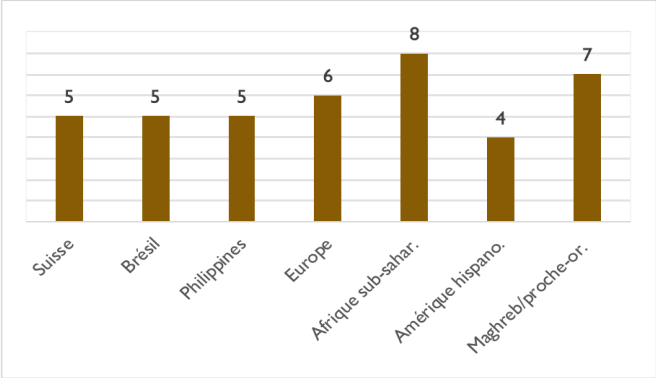
FIGURE 1 - PERMIS DE SÉJOUR DES RÉPONDANTS AU QUESTIONNAIRE (N = 204)



2.2 Entretiens

En plus du questionnaire, nous avons conduit des entretiens semi-directifs avec des personnes bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur. Nous avons pu avoir accès aux personnes interrogées, au nombre de 40, en partie grâce à des personnes de contact au sein de différentes communautés linguistiques (12 entretiens), et en partie du fait que plus de deux tiers des répondants au questionnaire nous ont donné leur accord ainsi que leurs coordonnées pour être recontactés dans le cadre d'un entretien approfondi (28 entretiens). La sélection a tenu compte autant que possible de variables telles que l'âge, le genre, la nationalité, le permis de séjour et le lien à l'emploi, dans le but de mettre en lumière la diversité des situations. Pour chaque critère, nous nous sommes efforcés d'intégrer au minimum entre 5 et 10 représentants par catégorie identifiée, afin que nos résultats ne reposent pas sur un nombre anecdotique de situations. Ainsi, nous avons pu interroger 22 femmes et 18 hommes âgés de 24 à 74 ans, dont une majorité (n=24) se situait entre 31 et 50 ans. Les différentes situations en termes de permis de séjour (CH, C, B, N/ F, sans permis) ont été, chacune, représentées par un nombre de personnes allant de 6 à 10, et la figure 2 montre qu'un large panel de nationalités était également représenté. Autre élément d'intérêt pour notre étude, nous avons pu nous entretenir avec des personnes aux statuts d'emploi variés : 13 personnes sans emploi, 7 ayant un emploi non-déclaré, 16 ayant un emploi avec contrat de travail, ainsi qu'un indépendant, une étudiante et deux retraités.

FIGURE 2 – NATIONALITÉ DES PERSONNES INTERVIEWÉES (N = 40)



Ces entretiens ont majoritairement été réalisés par téléphone, dans les quatre langues utilisées pour le questionnaire. En raison de la situation sanitaire, deux entretiens seulement ont été réalisés en face à face. Cette étape qualitative nous a permis de récolter des informations plus spécifiques sur les conditions de vie des individus et sur leurs stratégies de résilience. Il s'agissait pour nous d'avoir accès aux discours des personnes sur leur situation et, ainsi, aux catégories qu'elles mobilisent pour faire sens de cette période troublée. A noter que l'échantillon des entretiens ne recouvre pas les mêmes caractéristiques que celui du questionnaire et n'a pas de prétentions à la représentativité de la population étudiée, mais vise plutôt à approfondir certaines situations spécifiques et leurs mécanismes sous-jacents.

3. Situations et conditions de vie

3.1 Alimentation, insécurité alimentaire

- *La crise de la COVID-19 a impacté la quantité, mais surtout* **la qualité et la diversité**, *de la nourriture à laquelle les personnes ayant participé à notre enquête ont eu accès.*
- *Toutes les catégories de population ont été affectées,* **indépendamment du statut de séjour ou de la nationalité.**
- *La nourriture a été de manière générale une préoccupation et une* **source de stress** *importante durant la période de semi-confinement.*

Une dimension centrale de l'impact de la crise de la COVID-19, directement liée à l'action de la fondation Colis du Cœur, est celle de l'alimentation et de l'insécurité alimentaire. Une très large majorité des répondants dit avoir craint, au moins une fois, de manquer de nourriture (84,1% – *Insécurité alimentaire psychologique*[8]) et avoir dû, au moins une fois, acheter de la nourriture moins chère ou de moins bonne qualité (89,7% – *Insécurité alimentaire qualitative*).

Une proportion de répondants moindre, bien que toujours importante, dit avoir dû réduire, au moins une fois, la quantité de nourriture pendant un repas ou sauter un repas par manque de nourriture (61% – *Insécurité alimentaire quantitative*). Parmi cette dernière catégorie, un peu plus de la moitié (54%) ont déjà eu faim mais n'ont pas mangé car ils n'avaient pas les moyens de se procurer de la nourriture et un cinquième (20,6%) a déjà passé une journée entière sans manger. Fait important : il est à noter que les répondants ont été impactés sur le plan de l'insécurité alimentaire de manière relativement uniforme et transversale à toutes les catégories sociodémographiques. Seule la question de l'emploi a un effet significatif, avec 52% des personnes en emploi qui souffrent d'insécurité alimentaire quantitative contre 67,8% parmi les personnes sans emploi[9]. Les autres critères tels que la nationalité ou le permis de séjour, la présence ou non d'un contrat de travail ne sont pas significatifs.

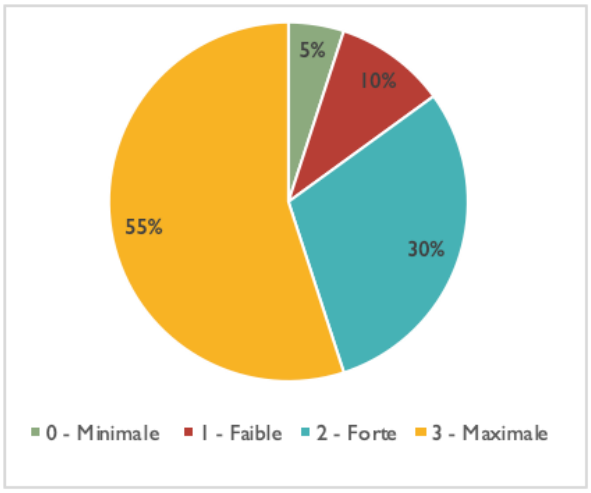
En nous appuyant sur les travaux de Ballard, Kepple et Cafier (2013), Coates, Swindale et Bilinsky (2006) ainsi que Hamelin, Beaudry et Habicht (1998), nous avons également élaboré un indicateur composite de l'insécurité alimentaire qui agrège les résultats obtenus aux questions B2, B3 et B4[10]. L'indicateur composite prend, pour chaque personne interrogée, une valeur comprise entre 0 et 3 selon la règle suivante :

[8] Dans la littérature, l'incertitude alimentaire est multidimensionnelle et fait référence à une typologie particulière qui découle de sa nature « psychologique » *(la peur, l'angoisse de manquer de nourriture),* « qualitative » *(l'obligation de diminuer la qualité de la nourriture);* « quantitative » *(l'obligation de réduire la quantité de nourriture)* ou encore « sociale » *(Qu'est-ce que les gens vont penser ?)*. Cette dernière dimension n'est pas présente dans l'élaboration de notre étude.
[9] Toutes les relations statistiques présentées dans ce travail sont significatives au seuil de 10% de la p-valeur.
[10] Voir annexe.

- Lorsque la personne a répondu « Oui » aux trois questions, la valeur de son indicateur composite est égale à trois. Cette situation reflète un niveau d'insécurité alimentaire maximum où, simultanément, la personne craint de manquer de nourriture (*Insécurité alimentaire psychologique),* a dû réduire la qualité (*Insécurité alimentaire qualitative)* ainsi que la quantité (*Insécurité alimentaire quantitative)* de ses achats de nourriture.
- A l'inverse, lorsque la personne a répondu « Non » aux trois questions, la valeur de son indicateur composite est égale à zéro. Cette situation reflète une absence d'insécurité alimentaire.

Nous observons, dans la figure 3, que 55% des répondants souffrent d'une insécurité alimentaire maximale et cumulent donc les trois formes d'insécurité alimentaire, 30% d'une insécurité alimentaire forte, essentiellement de nature psychologique et qualitative. Seuls 10% des répondants souffrent d'une insécurité alimentaire faible, essentiellement qualitative et 5% des répondants ne connaissent aucune insécurité alimentaire (« 0 »).

FIGURE 3 - NIVEAU D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



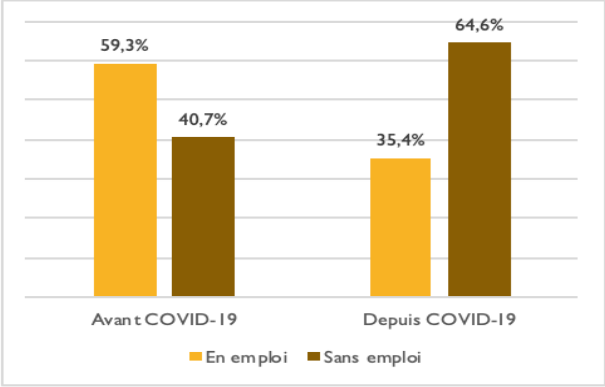
La large diffusion de l'insécurité alimentaire qualitative ressort également des entretiens que nous avons menés. Si la plupart des personnes disent avoir pu maintenir une quantité de nourriture suffisante grâce à l'aide de la fondation Colis du Cœur – certaines personnes disant même avoir mangé plus que d'habitude pendant le semi-confinement en réponse au stress – une grande majorité mentionne une détérioration de la qualité de la nourriture consommée. Elément intéressant et propre au contexte genevois, plusieurs personnes ont mentionné le fait de ne plus pouvoir aller faire leurs courses en France comme une charge supplémentaire sur leur budget, compensée par une baisse de la qualité de la nourriture achetée en Suisse. A noter également la fermeture des restaurants scolaires, ainsi que d'autres structures délivrant des repas, qui a contribué à accroître l'insécurité alimentaire de certains ménages.

3.2 Emploi, revenu, épargne

- ***24% des répondants ont perdu leur emploi** durant la période du semi-confinement.*
- ***Parmi ceux qui ont gardé leur emploi,** la grande majorité des répondants a vu ses **heures de travail et son salaire diminuer significativement.***
- *Les personnes **sans contrat de travail** et sans permis de séjour ont été particulièrement touchées.*
- ***Le niveau de formation n'a pas d'incidence** sur le taux d'emploi ou le niveau de revenu.*

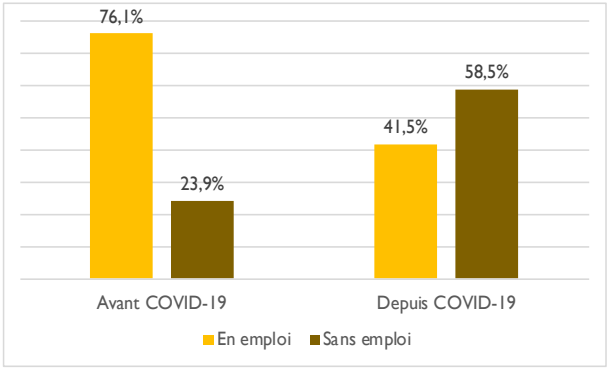
Relativement à l'emploi et à la situation financière des personnes, le premier constat est que la crise de la COVID-19 a entraîné de nombreuses pertes d'emploi chez les personnes de notre échantillon. Effectivement, le pourcentage de personnes en emploi est passé de 59,3% à 35,4% (Figure 4).

FIGURE 4 – EMPLOI AVANT ET DEPUIS LA PANDÉMIE DE COVID-19



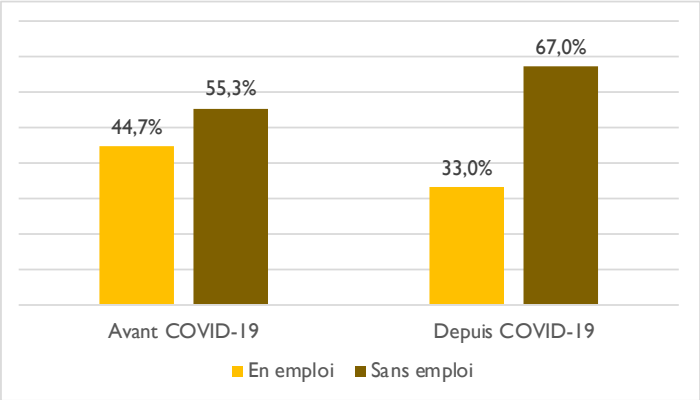
Ce résultat est frappant si on le compare à l'augmentation du taux de chômage suisse de 3 à 5% sur la même période, qui suggère une réduction des taux d'emploi bien moins importante à l'échelle de la population helvétique. La figure 5 montre que cette diminution du taux d'emploi a particulièrement affecté les personnes sans permis de séjour, dont le taux d'emploi est passé de 76,1% avant la crise de la COVID à 41,5% au moment de notre enquête.

FIGURE 5 – TAUX D'EMPLOI AVANT/DEPUIS LA COVID-19 DES PERSONNES SANS OU DANS L'ATTENTE D'UN PERMIS DE SÉJOUR



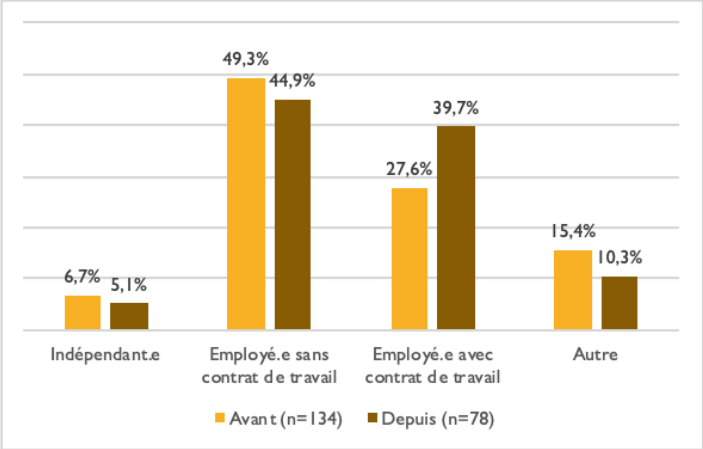
La figure 6 montre quant à elle que dans le même temps, les personnes détentrices de la nationalité suisse ou d'un permis de séjour B ou C sont passées d'un taux d'emploi de 44,7% à 33%[11].

FIGURE 6 – TAUX D'EMPLOI AVANT/DEPUIS LA COVID-19 DES PERSONNES POSSÉDANT UN PASSEPORT SUISSE, UN PERMIS B OU C



En plus du permis de séjour, la figure 7 met en évidence le fait que le contrat de travail a également agi comme élément de protection de l'emploi durant la période de semi-confinement. En effet, sur 66 personnes sans contrat de travail, seules 35 ont conservé leur emploi (alors que sur 37 personnes ayant un contrat de travail, 31 ont conservé leur emploi).

FIGURE 7 – STATUT EMPLOI AVANT ET DEPUIS LA PANDÉMIE DE COVID-19



Une très large majorité de répondants (88,9%) affirment ne pas être en mesure de subvenir à leurs besoins plus de deux mois si la situation devait se prolonger et 95% disent qu'ils ne pourraient pas faire face à une dépense soudaine de 1500 CHF. Conséquence de cette précarité financière, beaucoup de répondants ont du mal à payer leurs factures (77,6%), notamment le loyer (63,6%), l'assurance maladie (46,2%), l'abonnement de bus ou de train (45,1%) et les frais de téléphonie (43,4%).

[11] Ce résultat apparemment contre-intuitif s'explique du fait que parmi les personnes de nationalité suisse et les détenteurs de permis B ou C qui sont bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur, on trouve des personnes relativement marginalisées et distantes du marché du travail, ce qui explique leur faible taux d'emploi avant la crise. En comparaison, la population des personnes sans statut légal étant largement composée de migrants économiques, on retrouve parmi celle-ci un taux d'emploi relativement élevé avant la crise.

Tant avant que pendant la crise, le secteur qui occupe le plus de personnes de notre échantillon est l'économie domestique, et c'est aussi l'un des secteurs, avec l'hôtellerie/restauration, où les personnes ont le plus souvent perdu leur emploi (Tableau 1).

TABLEAU 1 – SECTEUR D'ACTIVITÉ AVANT ET DEPUIS LA PANDÉMIE DE COVID-19

Secteur d'activité	n = / avant	% / avant	n= / depuis	% / depuis
Economie domestique (ménage, aide à la personne, jardinage, etc.)	97	74,0%	64	81,0%
Hôtellerie / Restauration	18	13,7%	2	2,5%
Bâtiment	8	6,1%	4	5,1%
Livraison	4	3,1%	3	3,8%
Industrie	1	0,8%	2	2,5%
Autre	16	12,2%	10	12,7%

Notons encore que 94,3% des personnes employées sans contrat de travail pendant la période du semi-confinement exercent dans le secteur de l'économie domestique, et que plus de la moitié (52,4%) des personnes qui travaillent dans ce secteur n'ont pas de contrat de travail. Le secteur de l'économie domestique apparaît donc tout particulièrement vulnérable durant la période du semi-confinement.

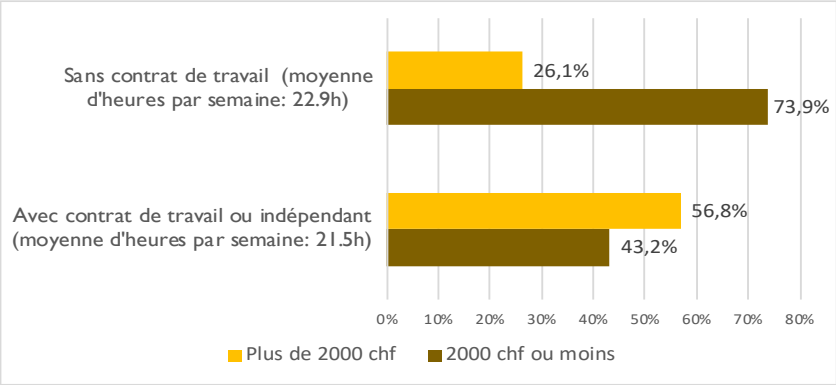
L'évolution du nombre d'heures travaillées et du salaire mensuel avant et depuis la COVID-19 dénote aussi la précarisation de nombreuses personnes interrogées. Avant la crise, 39,8% des personnes employées travaillaient moins de 16 heures par semaine et 28,5% travaillaient de 16 à 25 heures. Depuis la crise, 81,8% ont dit avoir vu leurs heures de travail diminuer. Là aussi, les personnes les plus touchées sont celles qui n'ont pas de contrat de travail, elles constituent en effet 82,4% des personnes dont le nombre d'heures de travail a été réduit de plus de moitié depuis la crise. Les revenus ont évolué de manière similaire. Près de deux tiers des répondants (62,5%) touchaient un revenu inférieur à 2000 CHF par mois avant la crise, situation qui a empiré pour beaucoup puisque 83,6% de celles et ceux qui ont pu garder leur emploi ont vu leur revenu diminuer avec la crise. A noter que 94% des personnes employées sans contrat de travail ont vu leur revenu diminuer.

On observe aussi une forte corrélation entre le niveau de revenu et la détention d'un contrat de travail au moment du semi-confinement (Figure 8) : alors que 73,9% des personnes sans contrat de travail ont un revenu inférieur à 2000 CHF, ce pourcentage diminue à 43,2% pour les personnes ayant un contrat de travail, tout cela pour un temps de travail similaire pour les deux catégories. On observe que le contrat de travail protège non seulement contre la perte de l'emploi, mais aussi contre la diminution de revenu. Il s'avère donc un outil particulièrement efficace pour la protection de ces publics vulnérables.

Dans notre échantillon, de façon attendue, le fait d'avoir ou non un contrat de travail est étroitement lié au fait d'avoir ou non un permis de séjour. En effet, parmi les personnes qui avaient un emploi avec contrat avant la crise, 63,9% étaient détentrices d'un permis B ou C et seulement 16,7% sans ou dans l'attente d'un permis. Parmi les personnes qui avaient un emploi sans contrat de travail,

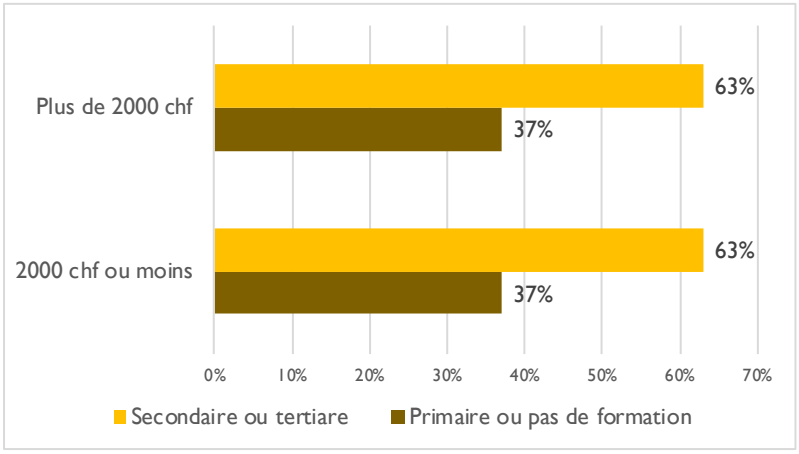
cette tendance est inversée : 82,5% étaient des personnes sans ou dans l'attente d'un permis et 6,4% des personnes avec un permis B ou C[12]. Cette différence déjà présente avant la crise montre bien que nous sommes en présence d'un problème structurel qui dépasse la situation de la COVID-19.

FIGURE 8 – REVENU SELON LE STATUT PROFESSIONNEL



Notons finalement que, contrairement aux prémices de la théorie du capital humain, le niveau de formation n'a, au sein de notre échantillon, pas d'impact sur le revenu. De fait, si l'on sépare notre population en deux groupes - ceux qui gagnent plus et ceux qui gagnent moins de 2000 CHF/mois -, on constate que dans les deux catégories de revenu, les détenteurs de diplôme secondaire ou tertiaire représentent plus de 60% contre près de 40% pour les personnes sans formation ou au bénéfice d'une formation primaire. Cela dénote l'absence de valorisation de la formation tertiaire pour une large partie de notre échantillon, dont l'employabilité pourtant validée par la possession d'un diplôme, n'est pas reconnue. Il y a là une claire sous-utilisation du capital humain disponible et donc un large champ d'action en matière de reconnaissance ou de valorisation des diplômes (Figure 9).

FIGURE 9 – REVENU SELON LE NIVEAU DE FORMATION



.

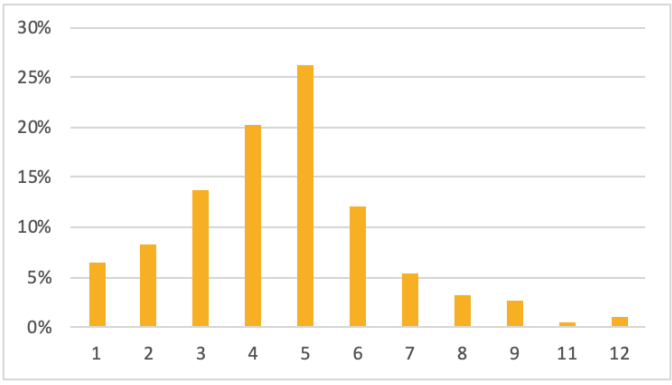
[12] Ici la comparaison avec les personnes ayant un passeport suisse ou un permis F ou N n'a pas été retenue car ils sont en trop petit nombre dans notre échantillon.

3.3 Logement, surdensité du ménage[13]

- ***59%** des répondants à notre enquête vivent au sein d'un ménage qu'on peut qualifier de **sur-dense.***
- *Les **personnes sans ou dans l'attente d'un permis sont même 73,3%** à être dans ce cas.*

La moyenne du nombre de personnes par logement dans notre échantillon se situe à 4,56[14] et la médiane à 5 personnes par logement (Figure 10).

FIGURE 10 – NOMBRE DE PERSONNES PAR LOGEMENT



Près de deux tiers des logements sont occupés par 3 à 5 personnes (60,1%) et sont composés de 2 pièces ou moins (sans compter cuisine, salle de bain et toilettes) (59,6%), la valeur moyenne s'établit à 2,31 pièces par logement[15]. Ces chiffres permettent déjà d'entrevoir une relative promiscuité dans les ménages des répondants à notre enquête.

Pour vérifier cette observation, nous avons construit un indicateur de surdensité du ménage en combinant les deux dimensions : « nombre de personnes dans le logement » et « taille du logement ». En lien avec les usages fréquents dans la littérature, une situation de surdensité existe lorsque, dans un logement, le nombre de personnes est supérieur ou égal à deux fois le nombre de pièces disponibles[16]. On obtient la répartition suivante parmi notre échantillon : 105 personnes interrogées sur 178 (soit 59%)

[13] Nous avons, dans cette section, retenu uniquement les ménages privés (85% de notre population) à l'exclusion des personnes qui résident dans des hébergements d'urgence (foyer, hôtel, etc.) ou dans d'autres structures d'accueil. Ce choix favorise la comparabilité de nos résultats avec ceux de l'OCSTAT.

[14] Cette valeur moyenne est nettement plus élevée que celle observée dans le canton de Genève sur la période 2013-2017 pour les ménages privés et qui est de 2,32 personnes par logement. Source : https://www.ge.ch/statistique/domaines/apercu.asp?dom=09_03

[15] Une valeur bien moindre que celle observée pour le canton de Genève sur la période 2013-2017 pour les ménages privés et qui est de 3,5 pièces par logement. Source : https://www.ge.ch/statistique/domaines/apercu.asp?dom=09_03

[16] Cette règle de surdensité (# de personnes ≥ à 2 X le # de pièces disponibles) est plus contraignante que celle utilisée en Suisse/à Genève pour qualifier un degré d'occupation forte d'un logement (# de personnes > # de pièces disponibles).

indiquent des conditions de logement qu'on peut qualifier de sur-denses[17]. A titre de comparaison, dans le canton de Genève, sur la période 2012-2016, le degré d'occupation des logements est « fort », ce qui désigne une situation où il y a plus de personnes que de pièces disponibles dans un même logement, pour 7 % seulement des ménages privés[18]. La situation de logement de notre échantillon est donc significativement plus difficile.

Les différentes communautés nationales et régionales ne sont pas touchées de manière uniforme. Les personnes originaires d'Afrique (hors Maghreb) (83,3%), des Philippines (80,8%) et d'Amérique latine hispanophone (66,7%) sont très concernées. Les personnes du Maghreb et du Proche-Orient le sont beaucoup moins (22,2%), et une seule parmi les quinze personnes de nationalité suisse interrogées se retrouve dans une situation de surdensité (6,2%). On observe aussi une corrélation significative entre la surdensité du ménage et le permis de séjour : comme on peut le voir dans le tableau 2, la surdensité touche bien plus fortement les personnes sans ou dans l'attente d'un permis (73,3%).

TABLEAU 2 – SURDENSITÉ SELON LE PERMIS DE SÉJOUR

Permis	Non-surdense	%	Surdense	%
CH	15	**93,8%**	1	**6,2%**
B/C	34	**54,8%**	28	**45,2%**
Sans ou dans l'attente	20	**26,7%**	55	**73,3%**

A noter qu'il y a aussi un lien fort entre surdensité du logement et le fait d'avoir ou non un contrat de travail. Parmi les employés avec contrat de travail, 38% connaissent une situation de surdensité contre 77% pour ceux qui n'ont pas de contrat de travail.

La situation de logement a un impact important sur le fait de ressentir de la tristesse, de l'inquiétude ou de l'anxiété : 63% des répondants anxieux vivent dans un ménage sur-dense, alors que ce taux n'est que de 40,6% pour les personnes dans un ménage ne connaissant pas ces conditions. La situation de semi-confinement en temps de pandémie a sans doute exacerbé l'importance de cette dimension, de même qu'elle semble avoir également eu un effet sur la fréquence des conflits au sein du ménage. En effet, parmi les 21 personnes ayant rapporté avoir subi ou été témoins de violence physique ou psychologique au sein de leur ménage, 17 (donc près de 90%) vivent dans un logement sur-dense.

[17] De même, 144 personnes interrogées sur 178 (soit 80,9%) indiquent un degré d'occupation forte du logement et 57 personnes sur 178 (soit 32%) une surdensité extrême (# de personnes ≥ à 3 X le # de pièces).
[18] Source : https://www.ge.ch/statistique/actualites/welcome.asp?actu=3545&Actudomaine=09_03&mm1=01/01&aaaa1=2019&mm2=7/16&aaaa2=2020

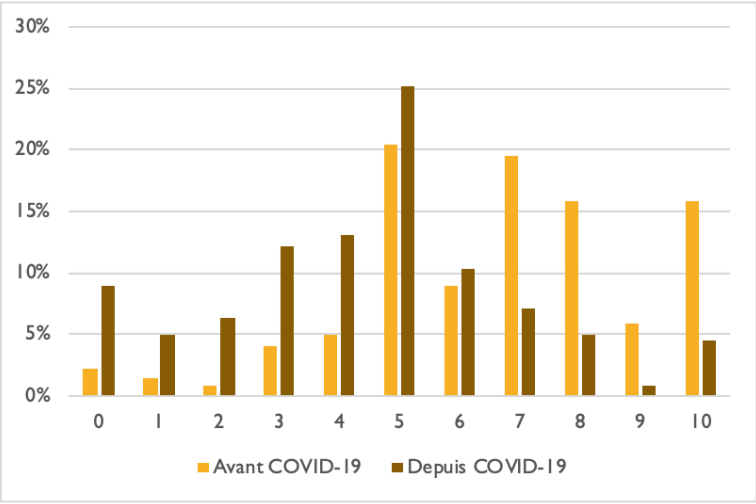
3.4 Impact de la pandémie sur la santé physique et psychique

- *Les personnes interrogées ont été de manière générale* ***très atteintes dans leur moral*** *par la crise de la COVID-19.*
- *On observe une* ***baisse significative de la satisfaction à l'égard de la vie*** *(life satisfaction).*
- *Les* ***préoccupations financières et par rapport au travail*** *sont très nettement dominantes.*

183 personnes sur 223 (82,3%) ont déclaré ressentir de la tristesse, de l'inquiétude et de l'anxiété. Ce chiffre illustre sans équivoque un certain mal-être psychique généralisé chez les bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur pendant la période de semi-confinement. Ce résultat ne varie pas significativement selon le statut de séjour, même si on observe une légère différence. Ainsi, 70,2% des personnes suisses ou avec permis C disent se sentir tristes, inquiètes ou anxieuses, alors que ce taux monte à 85,5% pour les personnes avec des statuts de séjour plus précaires. La différence est plus significative si l'on prend en compte la situation financière : de fait, les personnes ayant déclaré pouvoir tenir financièrement trois mois ou plus si la situation de crise de la COVID-19 devait se prolonger sont 62,5% à se sentir tristes, inquiètes ou anxieuses, contre 85,1% parmi les personnes déclarant une plus grande précarité financière.

La satisfaction à l'égard de la vie (*life satisfaction*) des répondants s'est également considérablement dégradée depuis le début de la crise de la COVID-19 : avant la crise, 66% des personnes interrogées (soit 146 personnes) se situaient au-delà de 5 sur une échelle de satisfaction allant de 0 à 10, alors que leur part tombe à 28% (soit 62 personnes) depuis la crise (Figure 11).

FIGURE 11 – ÉCHELLE DE SATISFACTION DE VIE (N=221)[19]



[19] La satisfaction minimale est codée 0 et la satisfaction maximale est codée 10.

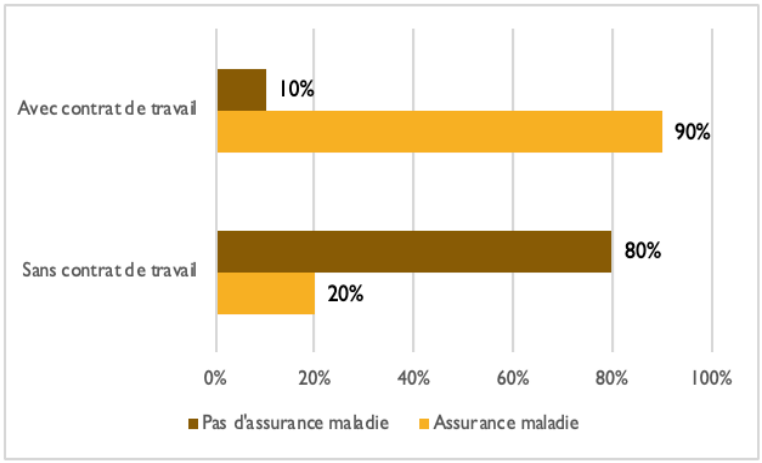
On notera que le fait d'avoir pu garder son emploi a un impact positif sur la satisfaction de vie, les personnes en emploi étant sur-représentées parmi les répondants ayant indiqué une satisfaction entre 6 et 10. Cette observation est en phase avec les indications des répondants quant à leurs principales préoccupations durant la période de COVID-19, soit leurs situations financière et professionnelle dans une très large proportion (Tableau 3).

TABLEAU 3 – PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS EN PÉRIODE DE COVID-19

Dans le contexte de la crise du COVID-19, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus actuellement ? (Vous pouvez choisir 1, 2 ou 3 réponses)	n=223	%
Votre situation financière	147	**65,9%**
Votre travail (baisse du nombre d'heures, perte d'emploi,…)	119	**53,4%**
Vos conditions de logement	71	**31,8%**
Le risque d'être contaminé par le coronavirus (COVID-19)	60	**26,9%**
La difficulté de vous nourrir	57	**25,6%**
Peur pour votre santé en général	35	**15,7%**
La situation de vos enfants à Genève (suivre le programme scolaire,…)	29	**13%**
Les conséquences pour votre permis de séjour (perte du permis, …)	24	**10,8%**
La situation de votre famille élargie à Genève et au-delà	24	**10,8%**
L'isolement et la solitude	12	**5,4%**
Autre	8	**3,6%**

Les répondants tendent à évaluer positivement leur état de santé, 76,7% d'entre eux estiment que leur santé est bonne, très bonne ou excellente et près de 7 personnes sur 10 (69,5%) disent que leur état de santé est soit resté identique, soit s'est même amélioré (pour 9 % d'entre elles) depuis la crise de la COVID-19. L'impact de cette dernière sur l'auto-évaluation de la santé semble donc contrasté. En lien avec la problématique des soins, il faut relever la forte proportion de répondants qui n'ont pas d'assurance maladie (44,8%). Ici aussi, la comparaison entre les personnes exerçant un emploi avec ou sans contrat de travail est sans équivoque (Figure 12) : les personnes sans contrat de travail sont 80% à ne pas avoir d'assurance maladie, contre seulement 10% parmi les personnes ayant un contrat de travail.

FIGURE 12 – ASSURANCE MALADIE ET STATUT DE L'EMPLOI



On retrouve la même observation pour la question du permis de séjour : les personnes sans statut légal ou en attente d'un permis de séjour représentent en effet 97,5% des personnes sans assurance maladie (soit 78 personnes sur 80). A noter que l'accès aux soins dans le canton de Genève n'est pas conditionné au même degré que dans les autres cantons au fait d'avoir une assurance maladie.

4. Non-recours et stratégies de résilience

- *Une large* ***majorité de répondants ne recourent pas aux aides institutionnelles ou associatives****, alors même qu'ils se déclarent en situation de besoin.*
- *Ce non-recours est largement dû à une* ***non-connaissance du dispositif social*** *en place.*
- *La crainte de perdre son permis débouche également sur des situations de* ***non-demande****.*

Notre étude montre qu'une proportion importante de répondants s'est retrouvée après la crise de la COVID-19 dans une situation encore plus critique que celle déjà précaire dans laquelle ils se trouvaient auparavant. Nous avons voulu évaluer, dans les deux parties suivantes de notre enquête, à quel point les personnes ont eu recours à des aides publiques et associatives d'une part, et à des stratégies de résilience plus informelles d'autre part, pour faire face à cette situation. Par rapport aux aides et prestations sociales, la littérature sur le non-recours (c'est-à-dire le fait de ne pas percevoir une prestation publique à laquelle on est éligible) montre qu'il y a en général un décalage important entre les besoins au sein de la population et le recours effectif aux aides en question. Les barrières se situent tant au niveau de l'information sur l'existence des services d'aide (non-connaissance) qu'au niveau des craintes perçues quant aux conséquences sociales et légales d'un recours à ces aides (non-demande), ou encore au niveau de la complexité administrative en lien avec la demande (Warin, 2017). La section 4.1. se focalise sur cette question. La section 4.2. est consacrée aux stratégies de résilience que les individus en situation de non-recours complet ou partiel mettent en place.

4.1. Non-recours aux prestations existantes (institutions et associations) et aux soins

D'un point de vue descriptif d'abord, on constate que parmi les personnes qui exercent toujours un emploi malgré la crise de la COVID-19, 68,4% ne touchent aucun complément de revenu tel que les RHT ou des prestations de l'Hospice général. Ce chiffre interpelle quand on le met en lien avec le constat relevé plus haut que huit personnes sur dix ayant gardé leur emploi ont vu leur revenu, déjà faible pour la grande majorité d'entre elles, diminuer. Les chiffres montrent que 69,6% des personnes qui ont vu leur revenu diminuer n'ont perçu aucun complément de revenu. Parmi les répondants qui n'ont pas touché de complément de revenu, 86,7% travaillent dans l'économie domestique, secteur fortement lié dans notre échantillon au travail au noir. Nous avons donc là affaire à une population précaire bien qu'en emploi et qui, pour une bonne part, se trouve plus face à un problème d'éligibilité aux prestations (sans papiers) que de non-recours.

Quant aux personnes qui n'avaient pas de travail au moment de répondre au questionnaire, 48,9% d'entre elles n'ont perçu aucun revenu de substitution (Hospice général, chômage, etc.). Cela signifie que près de la moitié des personnes sans emploi ne touchent pas de prestations sociales et passent donc au travers des mailles du filet de sécurité sociale. Rappelons en outre que tous les répondants de notre enquête sont bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur et doivent donc recourir à une aide alimentaire pour leur subsistance. C'est donc aussi le cas des personnes au bénéfice de prestations sociales, ce qui interroge plus généralement l'adéquation des aides disponibles. Parmi les personnes ne touchant pas de revenu de substitution, près de deux tiers (62,7%) avaient un emploi avant la crise, sans contrat de travail dans 61,2% des cas. Le permis de séjour et donc l'éligibilité jouent aussi un rôle déterminant ici : parmi les personnes sans travail et ayant un permis de séjour quel qu'il soit, 75,6% bénéficient d'un substitut de revenu ; pour les personnes sans ou dans l'attente d'un permis, ce chiffre s'abaisse à 14,8%.

Au-delà du recours aux prestations financières de substitution ou de complément, une question plus générale sur le non-recours a été posée : « Depuis la crise de la COVID-19, avez-vous demandé de l'aide (à part de la nourriture) à des institutions publiques, des associations ou des membres de votre groupe communautaire ou religieux ? ». Cette question repose délibérément sur une approche élargie des aides perçues, aussi bien formelles et publiques que privées, voire informelles. Seules 68 personnes de notre échantillon ont eu recours à l'une ou l'autre de ces aides au sens large, indiquant donc *a contrario* un taux de non-recours de 69.5% à tout type d'aide. Ce taux de non-recours est très important au vu des conditions de vie difficiles identifiées dans le paragraphe précédent. Le tableau 4 présente la distribution des raisons du non-recours évoquées par les répondants.

TABLEAU 4 – RAISONS DU NON-RECOURS

Pourquoi n'avez-vous pas fait appel aux prestations institutionnelles ou associatives ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)	N = 155	% =
Je ne connais pas les aides disponibles ni à qui les demander	73	**47,1**
Je ne connais pas ces services d'aide	71	**45,8**
J'ai peur des conséquences administratives (perdre mon permis de séjour par ex.)	29	**18,7**
Les démarches sont trop compliquées	21	**13,5**
Je préfère laisser cette aide à d'autres qui en ont plus besoin que moi	20	**12,9**
Je préfère me débrouiller seul	13	**8,4**
Je n'ai pas droit aux aides	11	**7,1**
Je ne veux pas qu'on sache que j'ai besoin d'aide	9	**5,8**
Ce n'est pas nécessaire	4	**2,6**
Autre	9	**5,8**

Conformément à ce que l'on trouve dans la littérature, les raisons les plus mentionnées sont de l'ordre de la non-connaissance. A noter que ces raisons concernent à la fois les aides institutionnelles et

associatives, mais aussi communautaires, ce qui traduit non seulement une large méconnaissance des institutions sociales et du tissu associatif, mais aussi un faible degré d'appartenance communautaire et une incapacité à mobiliser des réseaux communautaires. Il y a ici place pour une meilleure information des publics concernés quant à leurs droits, mais aussi une réflexion à mener sur leur intégration plus généralement. Soulignons encore que seules 4 personnes sur 155 (2,6%) disent qu'elles n'ont pas demandé d'aide car elles n'en avaient pas besoin. Cela indique que nous sommes en présence d'une population qui a massivement besoin d'aide et pourtant ne recourt pas. Par ailleurs, plus d'un quart des répondants (27%) a renoncé à des soins médicaux durant le semi-confinement, un pourcentage à mettre en regard des 44,8% de personnes sans assurance-maladie dans notre échantillon.

Les entretiens qualitatifs ont aussi fait ressortir la prégnance du non-recours, tout en permettant d'aller plus loin dans la compréhension des mécanismes qui le sous-tendent. Par exemple, parmi les personnes qui disent ne pas avoir demandé de l'aide car elles ne savaient pas que de tels services existaient ou qu'elles ne savaient pas où s'adresser, plusieurs ont mentionné la non-maîtrise du français comme un frein important dans leur quête de soutien. C'est par exemple le cas de John[20], retraité britannique détenteur d'un permis C, qui, malgré une pension AVS très basse, ne percevait pas des prestations complémentaires. Ayant du mal à boucler les fins de mois, il dit avoir cherché sur le site de la Confédération et, sur conseil d'un ami, sur le site de Pro Senectute, mais que ça lui a été inutile car il ne parle aucune des langues nationales et les deux sites ne sont pas accessibles en anglais. La densité du réseau dans lequel la personne s'inscrit est également ressortie comme un élément déterminant pour la (non-)connaissance des aides existantes et de leurs conditions d'éligibilité. A la question « Comment êtes-vous entré en contact avec la fondation Colis de Cœur ? », nombre de personnes ont mentionné le bouche-à-oreille, que ce soit par des amis ou par des membres de leur église ou centre communautaire.

D'autres personnes ont dit connaître l'existence des prestations et se savaient éligibles, mais ont préféré ne pas les demander (non-demande). Plusieurs entretiens ont montré que la demande d'aide était perçue comme stigmatisante, soit en raison de l'inadéquation avec une culture revendiquée – *« Je n'ai pas demandé de l'aide car dans ma culture cela ne se fait pas trop. C'est un peu difficile dans ma culture de demander de l'aide »* (Nadia, sans emploi) – soit en lien avec une éthique personnelle, comme pour Omar qui évoque sa pudeur et son honneur qui l'empêchent de demander de l'aide. Au cours des entretiens, la forme qu'a prise la distribution alimentaire à la patinoire des Vernets a été en ce sens passablement commentée. Pour certains, la non-demande de cette aide, pourtant universelle et inconditionnelle (donc sans critère d'éligibilité à respecter), était ainsi motivée par la crainte d'un déclassement social et le sentiment qu'un tel type d'aide de dernier recours ne leur était tout simplement pas destiné. C'est notamment le cas de personnes de nationalité suisse comme David (48 ans,

[20] Nom fictif (comme pour toutes les personnes dont les propos sont cités dans ce rapport).

indépendant ayant dû stopper son activité) qui commentait les distributions de nourriture aux Vernets comme suit :

> *« Pour moi c'était destiné à des gens qui sont clandestins ici, des gens qui sont vraiment en détresse, qui n'ont rien à manger. Moi je suis citoyen suisse, ça fait 31 ans que je travaille ici. Je ne veux surtout pas m'immiscer dans des affaires qui ne me regardent pas ou en d'autres termes je ne me voyais pas faire la queue pendant 3 heures pour un colis de 20 balles ».*

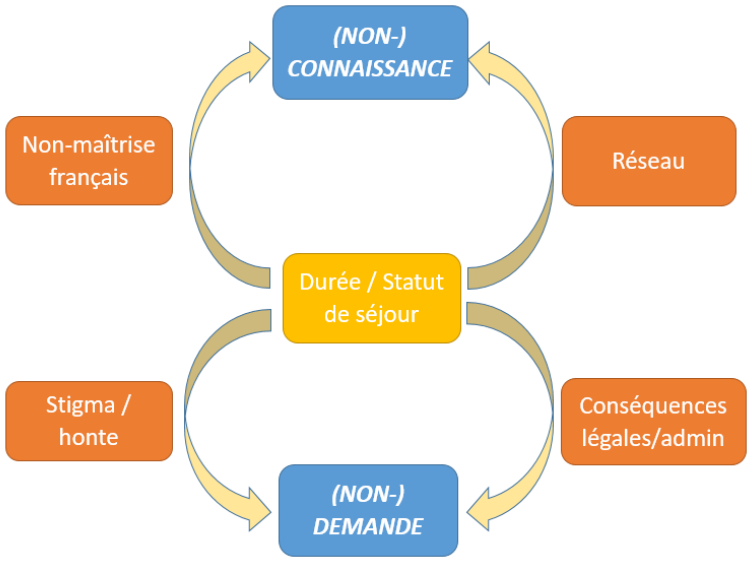
Marc (54 ans, suisse, au bénéfice de l'aide sociale), qui dit connaître l'offre de Caritas et du CSP, tient des propos similaires sur ces associations :

> *« Déjà on ne montre pas qu'on est précarisé, on a les fringues qu'on avait avant, c'est des fringues de Suisses quoi, de la bonne qualité et tout, et d'aller au CSP et tout c'est vraiment qu'on n'a pas d'autres moyens et qu'on crève la dalle quoi ».*

Pour d'autres répondants, la non-demande est plus motivée par une crainte des répercussions de leur recours aux prestations sociales, notamment sur leur permis de séjour. Cette raison a d'ailleurs également été l'une des plus mentionnées dans le questionnaire (Tableau 4). C'est par exemple le cas d'Ana Maria (permis B, brésilienne, travaille dans l'économie domestique) qui nous dit préférer *« ne pas avoir à manger que de perdre son permis »*. Cette crainte du non-renouvellement du permis, voire du renvoi de Suisse est présente chez beaucoup de personnes au statut de séjour précaire, et elle ne freine pas seulement la demande d'aide à des organismes étatiques, mais aussi aux structures associatives, ce qui contribue à l'invisibilité de leurs besoins. Arnel (43 ans, philippin, sans statut légal) explique justement qu'il ne s'est pas adressé à des associations comme Caritas ou la Croix-Rouge car *« on ne sait pas comment demander, et on a un peu peur car peut-être qu'ils vont nous renvoyer vers les Philippines »*.

La figure 13 synthétise les principaux enseignements des entretiens qualitatifs, il en ressort de manière générale que la durée du séjour et le statut de séjour sont des éléments centraux, vecteurs à la fois de (non-) connaissance et de (non-) demande. En effet, le fait de vivre en Suisse et d'y être intégré depuis longtemps (passeport CH, permis C) semble atténuer à la fois les risques de non-connaissance – de par une insertion dans un réseau vecteur d'information et une meilleure maîtrise du français – et de non-demande à travers un sentiment « d'y avoir droit » (avoir payé des impôts, être suisse, etc.) qui limite l'impact du stigma à recourir aux prestations institutionnelles. Il peut cependant y avoir une réticence à recourir aux distributions alimentaires qui sont associées à des formes de déclassement social. Par contraste, l'absence de permis de séjour contribue à accroître, cumulativement, les risques de non-connaissance et de non-demande en raison de réseaux moins denses, une moindre maîtrise du français ou encore la crainte de perdre son permis de séjour. La figure 13 présente ces éléments sous forme de schéma.

FIGURE 13 – TYPES ET EXPLICATIONS DU NON-RECOURS



Il est également intéressant de relever dans les discours qui ont émergé des entretiens, que pour certains répondants, le contexte de pandémie a contribué à abaisser les barrières symboliques associées au recours aux aides disponibles. En effet, d'une part le niveau de besoin est devenu tel pour certaines personnes que la crainte du stigma ne suffit plus à réfréner une demande et, d'autre part, ce contexte de difficulté économique soudainement généralisé semble avoir eu un effet de légitimation d'un recours à l'aide jusque-là jugé tabou. Cet extrait de l'entretien avec Giovanna (brésilienne, titulaire d'un permis B, économie domestique), illustre bien ce point :

> *« (...) mais maintenant c'est une période difficile et je n'aimerais pas demander parce que j'ai toujours été indépendante, mais je suis arrivée à un niveau que on regarde à droite et à gauche et tout le monde est dans la même situation, donc je me dis "pourquoi pas demander" (...) C'est une situation difficile pour tout le monde. Mais comme j'ai dit à la dame de l'Hospice général "c'est pour un moment", je ne veux pas rester toujours aidée ».*

Les données récoltées montrent par ailleurs que parmi les recourants, plus de deux tiers (67,6%) ont précisé s'être adressés à une association (Caritas, CSP, CCSI EPER, etc.) plutôt qu'à une institution publique. On observe aussi une différence importante de taux de recours entre les personnes ayant un contrat de travail (12,9%) et sans contrat de travail (42,8%). Ces résultats laissent penser que les personnes sans contrat de travail – qui sont pour beaucoup aussi sans permis de séjour – n'étant pas éligibles aux prestations de chômage ou de l'Hospice général, s'adressent plus souvent à des associations qui peuvent leur fournir un soutien ponctuel. Ceci suggère un *pattern* de compensation entre offres institutionnelles et associatives, dans le sens où les personnes qui ne recourent pas aux aides financières de l'Etat seraient aussi celles qui recourent davantage aux associations. Ce constat doit cependant être relativisé au vu du taux très élevé de non-recours (près de 70%) qui affecte également les personnes sans contrat de travail. Nous revenons plus en détail sur cette thématique dans la section suivante.

4.2. Stratégies de résilience

- ***Les personnes qui ne recourent pas** aux prestations institutionnelles ou associatives sont aussi celles qui **ont le plus de difficultés à mettre sur pied des stratégies alternatives**, suggérant un pattern de cumul des désavantages.*
- ***10% des répondants sont en situation de non-recours extrême**, i.e. ils n'ont pas d'emploi ni de revenu de substitution, ne recourent pas aux prestations institutionnelles et associatives et ne déploient pas de stratégies de résilience personnelles.*

Nous nous sommes également intéressés aux stratégies de résilience qu'ont développées les personnes et qui ont pu tantôt se substituer aux aides publiques ou privées, tantôt les compléter. Nos données montrent que 46,6% des répondants ont adopté des stratégies de résilience de type « débrouille » – petits boulots (25,5%), vente d'objets (15,7%), échange de services entre voisins (8,1%), etc. – pour subvenir à leurs besoins immédiats, compenser les pertes de revenus et améliorer leurs conditions de vie. Par contraste, 53,4% n'ont fait appel à aucune de ces stratégies.

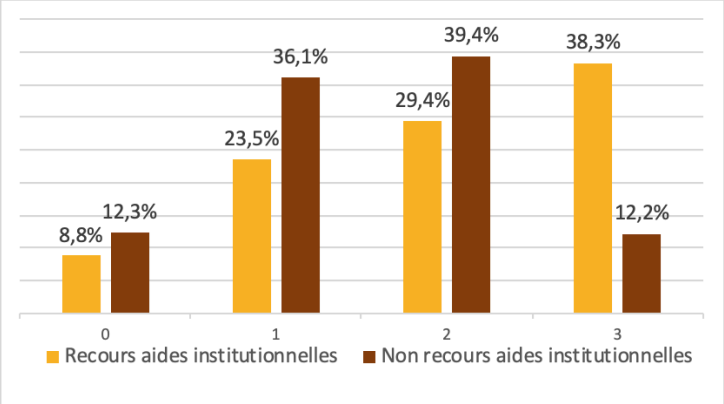
Autre stratégie de résilience possible : solliciter la famille, les amis, les voisins ou le réseau communautaire, soit pour les tâches au quotidien (ménage, garde d'enfants, etc.), soit pour des petites aides financières informelles et ponctuelles (pour les achats ou le paiement des factures, etc.). Les résultats montrent que la famille, les amis ou le réseau communautaire n'ont été sollicités financièrement que par 30 à 35% de notre échantillon, les voisins presque jamais. Concernant les aides au quotidien, la famille est plus souvent sollicitée (47,2%), c'est beaucoup moins le cas des autres acteurs. On voit ici que, dans tous les cas, ces acteurs informels sont sollicités par une minorité de notre échantillon. Enfin, la stratégie de l'emprunt est bien répandue parmi notre échantillon et mobilisée par 47,5% des répondants. A noter que plus d'une personne sur cinq a souscrit un emprunt assorti d'un taux d'intérêt élevé (6% ou plus). Ceci pose la question des répercussions à plus long terme de cette stratégie d'emprunt et des phénomènes d'endettement qu'elle peut induire, lesquels peuvent dans les cas les plus graves s'apparenter à des formes d'extorsion.

Nous avons cherché à déterminer dans quelle mesure ces différentes stratégies de résilience constituaient des manières de compenser un non-recours aux prestations institutionnelles ou associatives. A cette fin, nous avons construit un indicateur composite qui mesure de manière synthétique jusqu'à quel point les personnes interrogées ont mobilisé ou non ces stratégies alternatives. Par simplicité, l'indicateur composite a été construit – de manière additive et équipondérée – à partir des stratégies de débrouille (petits boulots, vente d'objets, etc.), du recours à l'aide des proches (pour les tâches au quotidien ou pour des petites aides financières informelles) et des stratégies d'emprunts formels. L'indicateur prend une valeur de « 3 » lorsque la personne a eu recours simultanément à ces

trois stratégies de résilience, et une valeur de « 0 » lorsque la personne n'a eu recours à aucune d'entre elles.

Près de 90% des personnes interrogées ont déployé, à des degrés divers, des stratégies de résilience pour subvenir à leurs besoins et près de 60% ont au moins cumulé deux stratégies distinctes de résilience. Seuls 11,2% des répondants n'ont mobilisé aucune des stratégies répertoriées. Nous avons ensuite croisé cet indice composite avec le fait d'avoir eu recours ou non à des aides d'institutions publiques, d'associations ou de membres du groupe communautaire ou religieux (Figure 14).

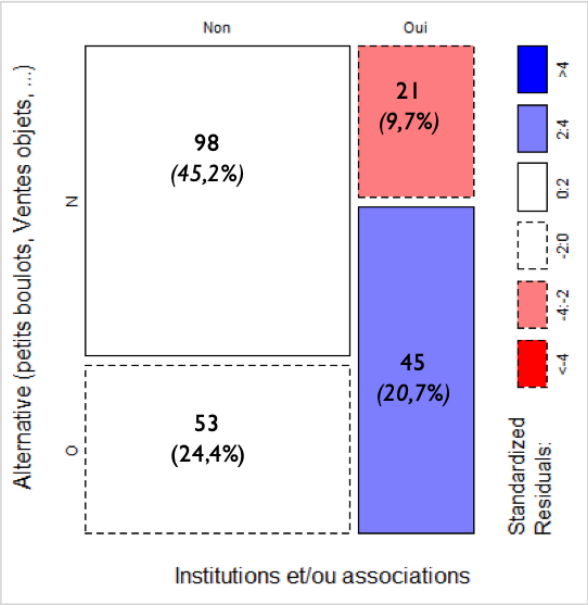
FIGURE 14 – INDICE COMPOSITE DE MOBILISATION DE STRATÉGIES ALTERNATIVES & AIDES INSTITUTIONNELLES (PUBLIQUES ET PRIVÉES)



Deux tiers des répondants ayant eu recours à une aide institutionnelle (67,6%) ont mobilisé, en complément, au moins deux stratégies de résilience distinctes. Ce taux tombe à 51,5% pour les répondants n'ayant pas eu recours à une aide institutionnelle. Ce résultat suggère que le phénomène de compensation entre prestations publiques/associatives et stratégies alternatives est loin d'être systématique et qu'on observe aussi des phénomènes de cumulativité, soit parmi les personnes qui recourent à la fois aux stratégies alternatives et aux prestations associatives/institutionnelles, soit parmi celles qui ne recourent à aucun des deux. En effet, contrairement à l'idée spontanée selon laquelle les stratégies de résilience personnelles serviraient de substitut à l'aide institutionnelle pour les personnes ne recourant pas à cette dernière, dans certains cas, le recours à l'aide publique et associative va de pair avec le fait de développer des stratégies de résilience.

Pour étayer ce résultat contre-intuitif, nous avons envisagé individuellement les stratégies de résilience qui relèvent de la débrouille (recours à des petits boulots, vente d'objets ou de biens ou encore à l'échange de services entre voisins), des petites aides financières informelles de l'entourage et de l'emprunt formel pour voir si, prise individuellement, chacune d'entre elles constitue une alternative au recours à l'aide des institutions publiques et des associations. La figure 15, présentée ci-après, concerne les stratégies de résilience associées à la débrouille personnelle. Le carré supérieur gauche (N=98, soit 45,2% de l'échantillon) représente le nombre de répondants ayant déclaré ne pas avoir eu recours à l'aide d'institutions publiques, associatives ou communautaires et ne pas avoir développé des stratégies alternatives de petits boulots, de vente d'objets/de biens ou encore à l'échange de services entre voisins.

FIGURE 15 – STRATÉGIES COMPLÉMENTAIRES OU DE SUBSTITUTION ?



La partie inférieure droite de la figure (N=45, soit 20,7% de l'échantillon) représente, quant à elle, le nombre de répondants qui ont déclaré avoir eu recours à l'aide des institutions publiques, des associations ou des membres du groupe communautaire et avoir simultanément développé des stratégies alternatives de petits boulots, de vente d'objets/de biens ou encore à l'échange de services entre voisins. On observe ainsi que pour deux tiers des répondants (65,9%), le comportement de débrouille (petits boulots, vente d'objets, etc.) répond à une logique cumulative et ne constitue pas une alternative au recours à l'aide publique et associative.

Dans une moindre mesure, cette tendance s'applique également aux deux autres stratégies de résilience que sont l'emprunt formel (53%) et les petites aides financières informelles sollicitées dans son entourage (famille, amis, voisins) pour les achats ou le paiement des factures (56%). Ainsi, dans tous les cas, les phénomènes de cumul des avantages ou des désavantages sont plus fréquents que ceux de compensation.

Il convient de noter encore que dans notre échantillon, 22 personnes (soit près de 10%) se retrouvent sans emploi, sans revenu de substitution, sans recours aux prestations sociales et associatives et sans stratégie de débrouille personnelle. Parmi ces personnes, 17 n'ont pas de permis de séjour ou sont en attente d'un permis ; 10 ont perdu leur emploi pendant la période du semi-confinement dont sept n'avaient pas de contrat de travail auparavant. Une grande majorité de ces personnes en situation de non-recours extrême ne sollicite pas non plus sa famille, ses amis ou ses voisins pour des petites aides financières informelles (près de 70%) et huit d'entre elles (soit 35% environ) ont effectué un emprunt. Ces cas illustrent bien les situations de désavantage cumulatif auxquelles ont été exposées les personnes bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur pendant la période de pandémie[21].

[21] Parmi ces 22 personnes, 12 étaient d'origine d'un pays d'Amérique latine (2 de Philippines, 1 de Suisse, etc.).

5. Principaux résultats et discussion

Nous avons, à travers cette enquête, tenté de rendre compte de l'impact de la crise de la COVID-19 sur les populations précarisées à Genève grâce à un questionnaire et des entretiens réalisés avec des bénéficiaires de la fondation Colis du Cœur. Notre étude met en évidence les principaux résultats suivants.

Nous avons établi que la qualité de la nourriture consommée par les répondants a décliné du fait de la crise de la COVID-19, cela est essentiellement dû à une baisse du budget des ménages, souvent liée à une perte d'emploi, couplée à une impossibilité d'aller faire les courses en France voisine où la nourriture est moins chère. La quantité de nourriture a elle aussi de manière générale baissé mais de manière moins importante, sans doute en raison d'une spécificité de notre échantillon qui a bénéficié précisément de bons destinés à l'achat de nourriture durant la période de semi-confinement. Il est certain que la quantité de nourriture consommée aurait été davantage impactée si cette population n'avait pas bénéficié du soutien de la fondation Colis du Cœur.

Concernant l'emploi, le revenu et l'épargne, nous avons constaté une baisse de 24% du taux d'emploi parmi les répondants, suite à la crise de la COVID-19. Les personnes qui n'ont pas perdu leur emploi ont vu leur temps de travail et leur revenu diminuer, alors même que près de deux tiers des répondants gagnaient déjà moins de 2000 CHF par mois avant la crise. Les personnes sans contrat de travail se sont avérées particulièrement vulnérables à ce double égard.

Par rapport aux conditions de logement, 59% des répondants vivent dans un logement défini comme sur-dense, c'est-à-dire dont le nombre d'habitants surpasse ou est égal à deux fois le nombre de pièces disponibles. Les personnes sans ou dans l'attente d'un permis sont dans une situation encore plus critique avec 73% de répondants vivant dans un logement sur-dense.

Ces changements dans les conditions de vie matérielles ont impacté la santé psychique des répondants. Beaucoup disent ressentir de l'anxiété, de l'inquiétude ou la tristesse et rapportent une baisse de leur satisfaction de vie. La détérioration de leurs situations financière et professionnelle en période de COVID-19 en est la cause majeure. Leur santé physique est, elle, restée plus stable. Notons toutefois que 45% des répondants n'ont pas d'assurance maladie (ce chiffre se monte à 80% pour les personnes sans contrat de travail) et que 27% ont dû renoncer à des soins médicaux durant le semi-confinement.

En dépit de cette situation complexe et d'un besoin de soutien avéré, un nombre important de personnes ne perçoivent aucune aide publique ou privée bien qu'ils aient vu leur revenu diminuer ou aient perdu leur travail. Les personnes avec et sans contrat se distinguent ici en ce que les premières ont plus recours aux prestations institutionnelles telles que les RHT ou l'aide sociale et les deuxièmes semblent être plus nombreuses à avoir recours à des aides associatives. Parmi les 155 répondants qui n'ont demandé aucune aide (publique, associative ou communautaire), seuls 2,6% considèrent qu'ils

n'en avaient pas besoin. On observe ainsi un phénomène de non-recours très important où la quasi-totalité des personnes n'ayant fait appel à aucune aide estime pourtant en avoir besoin. Les raisons les plus fréquentes de ce phénomène sont la non-connaissance des aides existantes, la crainte des contraintes administratives et des conséquences négatives sur le permis de séjour tout particulièrement, ainsi que le fait de ne pas se sentir légitime à demander de l'aide. Par ailleurs, la peur du stigmate associé au fait de demander de l'aide et l'envie de se débrouiller seul sont des éléments qui sont aussi ressortis avec force des entretiens qualitatifs.

Au-delà du recours aux aides publiques, associatives ou communautaires, près de la moitié des répondants (46,6%) ont mis en place des stratégies de résilience comme la vente de biens personnels, la réalisation de petits boulots informels ou l'échange d'objets entre voisins. De manière peut-être paradoxale, ces stratégies ne sont pas principalement mobilisées par les personnes en vue de compenser une situation de non-recours à l'aide institutionnelle, mais sont tendanciellement davantage le fait de personnes qui bénéficient aussi d'une aide de l'Etat ou d'une association. On est donc face à une situation de cumulativité des (dés-)avantages.

Près de 10% de notre échantillon est en situation de non-recours extrême et se retrouve sans emploi, sans revenu de substitution, sans recours aux prestations sociales et associatives et sans stratégie de débrouille personnelle. Parmi ces personnes, 17 n'ont pas de permis de séjour ou sont en attente d'un permis. Une grande majorité de ces personnes ne peuvent pas compter sur leur famille, leurs amis ou leurs voisins pour des petites aides financières ponctuelles, et 36% ont souscrit un emprunt depuis la crise de la COVID-19. Ces cas illustrent bien la prégnance des situations de désavantage cumulatif, renforcées par la pandémie. Ces formes extrêmes de non-recours échappent aux radars institutionnels et associatifs, avec un accès limité aux aides informelles, l'emprunt constituant alors la solution la plus fréquente. Une exception notable à cette situation de cumulativité concerne les personnes qui bénéficient d'un complément de revenu de la part du chômage ou de l'Hospice général. Pour elles, le fait de bénéficier de ce type d'aide est négativement corrélé au fait de mobiliser des stratégies alternatives. L'aide de l'Etat semble donc rendre moins nécessaire le recours à ces stratégies. Une piste explicative serait que ces prestations institutionnelles, ayant vocation à remplacer au moins partiellement le revenu du travail, sont d'un montant plus important que les aides plus ponctuelles et informelles. Le fait que tous les répondants, y compris ceux bénéficiant de prestations de l'assurance-chômage ou de l'Hospice général, sont inscrits auprès de la fondation Colis du Cœur, tend cependant à relativiser la portée de cette explication.

De manière plus générale, il apparaît que la pandémie a fortement mis sous pression le système de protection sociale, aussi bien au niveau fédéral, cantonal et communal. Et si de nombreuses mesures ont pu être déployées rapidement, cette crise a également mis en lumière certaines lacunes, insuffisances et paradoxes des politiques sociales existantes. Comme on l'a observé dans de nombreux pays européens évoqués en introduction, il faut alors trouver de nouvelles solutions permettant de prendre le relais pour

assurer le minimum vital et, autant que possible, la dignité des personnes concernées. Il convient ici de distinguer deux types de problèmes que la pandémie a mis en évidence :

- d'un côté des problèmes conjoncturels qui émergent en raison de la mise à l'arrêt exceptionnelle de l'économie et qui requièrent une intervention ponctuelle déterminée, mais de durée limitée, afin de permettre aux populations concernées de surmonter la crise et de revenir au *statu quo ex ante*. Dans cet esprit, certaines des implications de la pandémie ont fait l'objet d'ajustements rapides, notamment en matière de facilitation de l'accès aux prestations de chômage technique et de prolongation de leur durée, ainsi que de mise en place de prestations spécifiques pour les indépendants par exemple. Certains de ces ajustements s'avèrent cependant insuffisants sur le long terme, ainsi que le montrent par exemple le fait que des bénéficiaires de l'aide sociale recourent à l'aide de banques alimentaires ou la présence accrue d'indépendants dans les files de distribution alimentaire au fur et à mesure de l'allongement de la période de semi-confinement. Ceci indique que les politiques sociales contemporaines ne sont pas pensées pour un temps de crise grave et prolongé, mais cela illustre aussi la capacité de les adapter rapidement, selon un modèle de gestion à flux tendu ou juste-à-temps, quoique de manière parfois insuffisante pour couvrir l'ensemble des besoins ;
- de l'autre côté, la pandémie a mis en évidence la vulnérabilité structurelle de certaines populations qui vivaient déjà avant le semi-confinement dans des conditions très difficiles. Dans ce cas, l'adoption de mesures conjoncturelles en attendant le retour au *statu quo ex ante* n'est pas suffisante. Une action plus structurelle est nécessaire, qui doit toucher en particulier toutes les personnes sans contrat de travail, sans statut légal ou sans domicile. Celles-ci ne remplissent en effet pas les conditions *sine qua non* de sécurisation de leurs trajectoires de vie, dans la mesure où l'absence de contrat de travail les laisse démunies face aux choix de leurs employeurs et entrave l'accès aux prestations des assurances sociales reposant sur des cotisations. L'absence de permis de séjour entrave également l'accès aux prestations d'assistance sociale, ne laissant à ces publics que les solutions associatives ou informelles, pour autant qu'elles soient connues et accessibles. Notre étude montre que le recours à ces solutions informelles, même lorsqu'il s'agit de faire appel au réseau communautaire, n'est pas si fréquent parmi ces populations pour lesquelles la solution la plus fréquente semble alors être l'emprunt, à des taux parfois usuraires. Dans ces cas de vulnérabilité structurelle, le filet de sécurité sociale ne fonctionne plus : les personnes passent à travers toutes les mailles (perte de l'emploi, non-accès au chômage technique, non-accès à l'aide sociale, recours peu fréquent aux réseaux communautaires, etc.) et leurs situations et conditions de vie sont particulièrement préoccupantes : insécurité alimentaire forte, revenus très bas voire absent, incapacité de payer une facture de 1500 CHF à très brève échéance, risque d'endettement, surdensité très fréquente du logement (plus de deux personnes par pièce), etc. Il y a là un problème structurel qui dépasse le contexte de la pandémie et qui requiert davantage que des mesures conjoncturelles.

6. Pistes de recommandations

Les pistes de recommandations qui suivent s'inscrivent dans une double direction, d'une part d'adaptation des mesures conjoncturelles, d'autre part de mise en place de nouvelles mesures visant à juguler les aspects structurels mis en évidence par notre étude. Les banques et distributions alimentaires ont constitué une réponse d'urgence à une situation d'urgence. La rapidité de la mise en place de cette solution durant les premières semaines du semi-confinement est tout à l'honneur des acteurs qui s'y sont attelés. Toutefois, la pérennisation d'une telle solution à grande échelle, qui deviendrait ainsi partie intégrante du dispositif de politique sociale genevois, même en la rendant moins visible au travers de sa dispersion sur le territoire cantonal, indiquerait que les responsables des politiques sociales n'ont pas pris la mesure des enseignements de la pandémie. Le dispositif de distribution alimentaire doit rester limité et, à cette fin, les politiques sociales doivent être renforcées en amont. C'est l'esprit des recommandations qui suivent :

- la pandémie a mis en lumière la nécessité de lutter contre l'insécurité alimentaire, que ce soit parmi les personnes précarisées par la crise de la COVID-19 ou à l'égard des populations vulnérables qui vivent à Genève plus généralement. Il s'agit pour cela de garantir un accès à une alimentation de qualité, à un prix abordable et en quantité suffisante. Plusieurs mesures sont envisageables, comme le soutien aux distributions alimentaires, aux épiceries sociales, aux lieux d'accueil délivrant des repas, ou encore en favorisant l'accès aux restaurants scolaires.
- La crise a révélé la fragilité de certaines populations et l'importance de les soutenir lors de moments de crise graves et prolongés. Les mesures conjoncturelles mises en œuvre doivent donc être renforcées et prolongées aussi longtemps que nécessaire, c'est-à-dire tant que le ralentissement de l'économie ne permettra pas à ces personnes de recouvrer leur autonomie, à travers l'emploi notamment. Nous pensons ici aux mesures de chômage technique ou au soutien accordé aux indépendants en difficultés, mais aussi à toutes formes de mesures permettant de soutenir le revenu des personnes ayant perdu leur emploi pendant la crise. L'assouplissement provisoire des conditions d'éligibilité (qui n'exclut pas des contrôles *ex post*), tel qu'on a pu le voir pour l'accès au chômage technique ou l'aide aux entreprises, mais aussi pour l'accès aux distributions alimentaires, semble nécessaire dans un tel contexte où l'accès aux prestations est plus important que la lutte contre des abus présumés.
- La question du non-recours mérite une attention spéciale. Rappelons qu'il s'agit ici du non-recours à des prestations existantes auxquels les gens ont droit. Notre étude montre que le non-recours découle essentiellement d'une non-connaissance ou d'un manque d'informations, et d'une crainte de la stigmatisation (pour les détenteurs d'un passeport ou d'un permis C) ou des conséquences légales ou juridiques (pour les titulaires d'un autre permis de séjour). Nous nous retrouvons donc dans la situation, paradoxale et aux conséquences préjudiciables, où des

personnes en état de besoin ne recourent pas aux prestations sociales et sanitaires existantes. Des leviers d'information et d'encouragement à l'accès aux droits doivent ici être définis pour garantir la couverture des besoins existants et éviter plus généralement les phénomènes de marginalisation et d'invisibilisation des problèmes sociaux.

- La crise a également révélé au grand jour l'existence de populations invisibles jusque-là et dont la précarité était très marquée déjà avant la crise. Il s'agit en particulier de la population des « sans » (sans contrat de travail, sans statut légal, sans domicile). Des mesures conjoncturelles doivent ici aussi être déployées afin de surmonter les effets de la crise, mais des mesures structurelles sont aussi nécessaires pour préserver la dignité des personnes concernées. Le retour au *statu quo ex ante* ne présente en effet pas de garanties satisfaisantes à cet égard. Il s'agit donc de trouver des leviers pour garantir l'accès à un emploi décent en termes de revenus, de temps de travail et d'accès à la protection sociale (notamment aux revenus de substitution), ainsi qu'à un logement décent. Les mesures visant à promouvoir l'établissement de contrats de travail sont ici une piste à explorer, tout comme le renforcement des mesures d'inspection du travail en lien avec la lutte contre le travail au noir. En tout état de cause, notre étude révèle sans ambiguïté que ces populations sont les plus pénalisées, que ce soit sur le plan conjoncturel (elles sont davantage affectées par la crise du COVID-19) ou structurel (leur situation est problématique, indépendamment de la crise). La lutte contre le travail au noir doit donc avoir comme objectif prioritaire l'amélioration de leur situation et la préservation de leur dignité, mise à mal dans la situation actuelle. Notre étude a également montré l'importance de mettre sur pied une stratégie de lutte contre le mal-logement dans le contexte genevois.
- Les politiques sociales contemporaines sont largement marquées par l'objectif de développement de l'employabilité et du capital humain. Nos résultats montrent que cet objectif est manqué pour l'échantillon observé dans cette enquête : le niveau de formation n'a de corrélation significative ni avec le taux d'emploi, ni avec le niveau de revenu des populations étudiées. Il y a ici une marge de progression importante, en matière de meilleure reconnaissance et de valorisation des diplômes, qu'il s'agit d'exploiter au mieux en vue de renforcer la cohérence et l'efficacité des politiques de l'emploi actuelles basées sur l'offre et le soutien de l'employabilité.
- La crise de la pandémie a mis au grand jour la vulnérabilité de toute une population invisible jusque-là. Notre étude a montré que cette invisibilité était due à deux facteurs principaux : premièrement, certaines populations échappent à tous les radars des politiques sociales officielles, que ce soit parce qu'elles ne sont pas éligibles aux prestations existantes, comme c'est le cas de la population des « sans », ou parce qu'elles préfèrent ne pas recourir aux instances publiques ou associatives, de peur de perdre leur permis de séjour notamment. Deuxièmement, les populations vulnérables qui parvenaient à s'en sortir par elles-mêmes en

situation « normale » ont vu leur précarité exacerbée par la crise, les plaçant dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins par elles-mêmes. Notre étude représente une première étape dans la connaissance des conditions de vie et stratégies de résilience de ces populations précaires, elle montre sans ambiguïté l'importance de l'évaluation des politiques sociales, en temps de crise mais aussi en temps ordinaire afin de se préparer au mieux à toutes les circonstances. L'effort de documentation, d'analyse et d'évaluation doit être poursuivi, afin de fournir les éléments nécessaires à l'adoption de politiques et d'interventions sociales informées et adéquates.

7. Références

Ballard T.J., Kepple A.W & C. Cafier (2013), *The Food Insecurity Experience Scale: Development of a Global Standard for Monitoring Hunger Worldwide*, Food and Agriculture Organization (FAO) of the United Nations, Rome.

Coates J., Swindale A. & P. Bilinsky (2006), *Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS) for Measurement of Food Access: Indicator Guide*, United States Agency international development (USAID).

Hamelin A.-M., Beaudry M. & J.-P. Habicht (1998), La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, Canadian Journal of Development Studies, 19(4), 277-306.

MSF & HUG (2020a), Connaissance, attitude et pratiques en lien avec le COVID-19 parmi les personnes en insécurité alimentaire à Genève. Genève, mai 2020.

MSF & HUG (2020b), Conditions de vie, santé et sécurité alimentaire des familles avec enfants participant aux distributions alimentaires durant la crise du COVID-19 à Genève. Genève, juin 2020.

Warin, P. (Ed.). (2017). *Le non-recours aux politiques sociales*. Grenoble : PUG.

8. Annexe : Tableaux de fréquence

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DES SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ

Mandat Colis du Cœur :

Précarité en période de COVID-19 à Genève

Tableaux de fréquence 3/7/2020

Nombre de questionnaires complétés : 223

Questionnaires complets : 199

Questionnaires incomplets : 24

NA = Données manquantes

S/L = Données manquantes structurelles, i.e. mesures non pertinentes. Ex : « Quel est votre secteur d'activité ? » impossible de répondre si on ne travaille pas.

Langue du questionnaire :

	N	%
Français	107	48,0
Espagnol	72	32,3
Anglais	33	14,8
Portugais	11	4,9

Données récoltées via un questionnaire en ligne entre le 15 mai et le 7 juin 2020

[A1preocc_type_VC] Dans le contexte de la crise du COVID-19, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus actuellement ? (Vous pouvez choisir 1, 2 ou 3 réponses)

	N = 223	%
Votre situation financière	147	65,9
Votre travail (baisse du nombre d'heures, perte d'emploi, …)	119	53,4
Vos conditions de logement	71	31,8
Le risque d'être contaminé par le coronavirus (COVID-19)	60	26,9
La difficulté de vous nourrir	57	25,6
Peur pour votre santé en général	35	15,7
La situation de vos enfants à Genève (suivre le programme scolaire à la maison, leur avenir)	29	13,0
Les conséquences pour votre permis de séjour (perte du permis, peur d'un renvoi, …)	24	10,8
La situation de votre famille élargie à Genève et au-delà	24	10,8
L'isolement et la solitude	12	5,4
Autre	8	3,6

Détail "Autre"

	N	%
Handicap	1	0,4
J'ai perdu mon emploi à temps partiel car ils savaient que je n'ai pas de permis	1	0,4
La société	1	0,4
L'augmentation du racisme	1	0,4
Les effondrements	1	0,4
Le manque d'activité	1	0,4
Mes études	1	0,4
Pas de permis - peur d'être expulsé	1	0,4

[A2preocc_degre_VC] Actuellement, quel est votre degré de préoccupation par rapport à la crise du COVID-19 en général ?

	n	%	val%
Pas du tout préoccupé	7	3.1	3.2
Un peu préoccupé	70	31.4	32.3
Très préoccupé	140	62.8	64.5
NA	6	2.7	NA

Alimentation

[B1alimentation_aide] En-dehors des Colis du Cœur, avez-vous demandé de l'aide à une autre organisation (associative, communautaire, religieuse, etc.) pour obtenir de la nourriture ?

	n	%	val%
Oui	43	19.3	19.7
Non	175	78.5	80.3
NA	5	2.2	NA

[B2HFSS_1_VC] Avez-vous craint, au moins une fois, de manquer de nourriture ?

	n	%	val%
Oui	185	83.0	84.1
Non	35	15.7	15.9
NA	3	1.3	NA

[B3HFSS_4_VC] Avez-vous dû acheter, au moins une fois, de la nourriture moins chère ou de moins bonne qualité par manque de moyens financiers ?

	n	%	val%
Oui	200	89.7	92.2
Non	17	7.6	7.8
NA	6	2.7	NA

[B4HFSS_5_VC] Avez-vous dû réduire, au moins une fois, la quantité de nourriture durant un repas ou sauter un repas par manque de nourriture ?

	n	%	val%
Oui	136	61.0	62.4
Non	82	36.8	37.6
NA	5	2.2	NA

[B5HFSS_10_VC] Avez-vous déjà eu faim mais n'avez pas mangé parce que vous n'aviez pas les moyens de vous procurer de la nourriture ?

	n	%	val%
Oui	74	33.2	34.3
Non	60	26.9	27.8
S/L	82	36.8	38.0
NA	7	3.1	NA

	n	%	val%
Oui	74	33.2	55.2
Non	60	26.9	44.8
NA	89	39.9	NA

[B6HFSS_13_VC] Avez-vous passé, au moins une fois, un jour entier sans manger ?

	n	%	val%
Oui	28	12.6	20.9
Non	46	20.6	34.3
S/L	60	26.9	44.8
NA	89	39.9	NA

	n	%	val%
Oui	28	12.6	37.8
Non	46	20.6	62.2
NA	149	66.8	NA

Emploi et revenu

[C1emploi_filtre_VC] Aviez-vous un ou plusieurs emploi(s) avant le début de la crise du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	127	57	59.3
Non	87	39	40.7
NA	9	4	NA

[C2emploi_filtre_VCbi] Quel était votre statut pour votre emploi principal ?

	n	%	val%
Employé-e avec contrat de travail	37	16.6	16.7
Employé-e sans contrat de travail	66	29.6	29.9
Indépendant-e	9	4.0	4.1
Autre	22	9.9	10.0
S/L	87	39.0	39.4
NA	2	0.9	NA

	n	%	val%
Employé-e avec contrat de travail	37	16.6	27.6
Employé-e sans contrat de travail	66	29.6	49.3
Indépendant-e	9	4.0	6.7
Autre	22	9.9	16.4
NA	89	39.9	NA

C3emploiKfiltreKVC2] Quel était le secteur d'activité de cet emploi ou de ces emplois ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses

	N = 131	%
Economie domestique (ménage, aide à la personne, jardinage, etc.)	97	74,0
Hôtellerie/Restauration	18	13,7
Bâtiment	8	6,1
Livraison	4	3,1
Industrie	1	0,8
Autre	16	12,2

Détail "Autre"

	N	%
Vente	4	3,1
Déménagement	3	2,3
Enseignement	2	1,5
AI	1	0,8
Bricolage	1	0,8
Coaching sportif	1	0,8
Coiffeuse	1	0,8
Nettoiement / voirie	1	0,8
Photographe	1	0,8
Réparation de téléphone	1	0,8

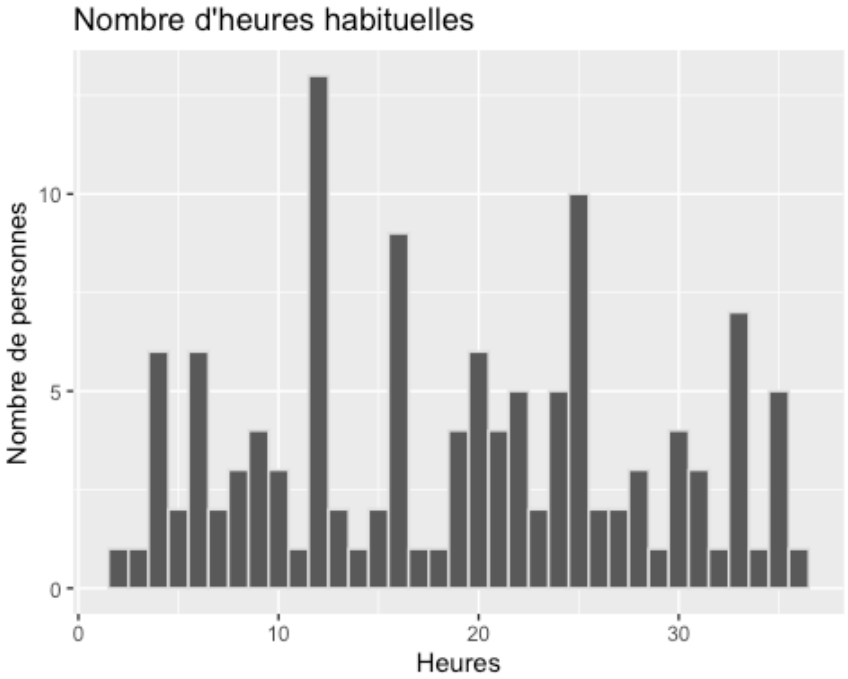
[C4emploi_filtre_VC4] Combien d'employeurs aviez-vous avant la crise du COVID-19 ? (seuls des nombres peuvent être entrés dans ce champ)

	n	%	val%
- de 2	37	16.6	18.6
De 2 à 4	54	24.2	27.1
De 5 à 10	9	4.0	4.5
Plus de 10	3	1.3	1.5
S/L	96	43.0	48.2
NA	24	10.8	NA

	n	%	val%
- de 2	37	16.6	35.9
De 2 à 4	54	24.2	52.4
De 5 à 10	9	4.0	8.7
Plus de 10	3	1.3	2.9
NA	120	53.8	NA

[C5emploi_filtre_VC3] En moyenne, combien d'heures travailliez-vous d'habitude par semaine avant la crise du COVID-19 ? (seuls des nombres peuvent être entrés dans ce champ)

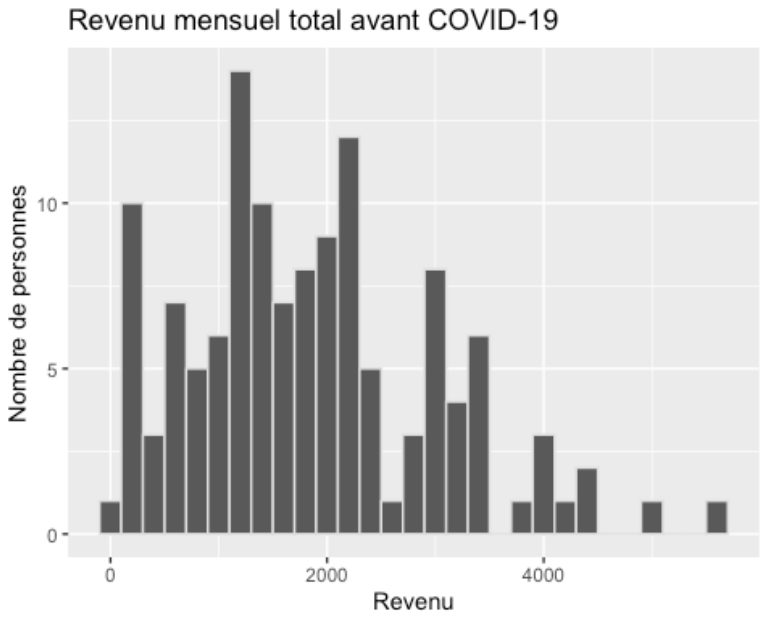
	n	%	val%
- de 16	49	22.0	39.8
De 16 à 25	35	15.7	28.5
De 26 à 42	31	13.9	25.2
Plus de 42	8	3.6	6.5
NA	100	44.8	NA



[C6Revenu_VC] Quel était, approximativement, votre revenu mensuel total avant la crise du COVID-19? (seuls des nombres peuvent être entrés dans ce champ)

	n	%	val%
- de 1200	32	14.3	14.9
De 1200 à 2000	48	21.5	22.3
De 2001 à 3000	28	12.6	13.0
Plus de 3000	20	9.0	9.3
S/L	87	39.0	40.5
NA	8	3.6	NA

	n	%	val%
- de 1200	32	14.3	25.0
De 1200 à 2000	48	21.5	37.5
De 2001 à 3000	28	12.6	21.9
Plus de 3000	20	9.0	15.6
NA	95	42.6	NA



[C7emploi_filtre_VC5] Exercez-vous un ou des emploi(s) aujourd'hui ?

	n	%	val%
Oui	79	35.4	35.4
Non	144	64.6	64.6
NA	0	0.0	NA

[C8emploifiltre_VC5bi] Quel est votre statut pour votre emploi principal ?

	n	%	val%
Employé-e avec contrat de travail	31	13.9	14.0
Employé-e sans contrat de travail	35	15.7	15.8
Indépendant-e	4	1.8	1.8
Autre	8	3.6	3.6
S/L	144	64.6	64.9
NA	1	0.4	NA

	n	%	val%
Employé-e avec contrat de travail	31	13.9	39.7
Employé-e sans contrat de travail	35	15.7	44.9
Indépendant-e	4	1.8	5.1
Autre	8	3.6	10.3
NA	145	65.0	NA

[C9emploifiltreVC2now] Quel est le secteur d'activité de cet emploi ou de ces emplois ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 79	%
Economie domestique (ménage, aide à la personne, jardinage, etc.)	64	81,0
Hôtellerie/Restauration	2	2,5
Bâtiment	4	5,1
Livraison	3	3,8
Industrie	2	2,5
Autre	10	12,7

Détail "Autre"

	N	%
Vente	2	2,5
Bricolage	1	1,3
Coaching sportif	1	1,3
Déménagement	1	1,3
Enseignement	1	1,3
Manucure	1	1,3
Pré-retraite	1	1,3
Traduction	1	1,3
6	1	1,3

[C10emploi_filtre_VC6] S'agit-il du ou des même(s) emploi(s) que celui ou ceux que vous exerciez avant la crise du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	55	24.7	25.5
Non	5	2.2	2.3
S/L	156	70.0	72.2
NA	7	3.1	NA

	n	%	val%
Oui	55	24.7	91.7
Non	5	2.2	8.3
NA	163	73.1	NA

[C11Emploi_filtre_VC7] Combien d'employeurs avez-vous aujourd'hui ?

	n	%	val%
- de 2	40	17.9	18.4
De 2 à 4	23	10.3	10.6
De 5 à 10	6	2.7	2.8
S/L	148	66.4	68.2
NA	6	2.7	NA

	n	%	val%
- de 2	40	17.9	58.0
De 2 à 4	23	10.3	33.3
De 5 à 10	6	2.7	8.7
NA	154	69.1	NA

[C12emploiVariationVC] Dans quelle mesure votre nombre d'heures de travail a changé à cause de la crise du COVID-19 ?

	n	%	val%
Mes heures de travail ont diminué	54	24.2	24.3
Nombre stable	10	4.5	4.5
Mes heures de travail ont augmenté	2	0.9	0.9
S/L	156	70.0	70.3
NA	1	0.4	NA

	n	%	val%
Mes heures de travail ont diminué	54	24.2	81.8
Nombre stable	10	4.5	15.2
Mes heures de travail ont augmenté	2	0.9	3.0
NA	157	70.4	NA

[C13emploi_perte_VC]Par rapport à la période avant la crise du COVID-19, mes heures de travail actuelles représentent …

	n	%	val%
Beaucoup moins de la moitié des heures de travail que je faisais avant la crise du COVID-19	17	7.6	8.1
Environ la moitié des heures de travail que je faisais avant la crise du COVID-19	25	11.2	11.9
Plus de la moitié des heures de travail que je faisais avant la crise du COVID-19	11	4.9	5.2
Je ne travaille plus du tout (chômage technique total)	1	0.4	0.5
S/L	156	70.0	74.3
NA	13	5.8	NA

	n	%	val%
Beaucoup moins de la moitié des heures de travail que je faisais avant la crise du COVID-19	17	7.6	31.5
Environ la moitié des heures de travail que je faisais avant la crise du COVID-19	25	11.2	46.3
Plus de la moitié des heures de travail que je faisais avant la crise du COVID-19	11	4.9	20.4
Je ne travaille plus du tout (chômage technique total)	1	0.4	1.9
NA	169	75.8	NA

[C14emploifiltrVC4now] En moyenne, combien d'heures travaillez-vous par semaine ? (seuls des nombres peuvent être entrés dans ce champ)

	n	%	val%
- de 16	7	3.1	3.2
De 16 à 25	1	0.4	0.5
De 26 à 42	2	0.9	0.9
Plus de 42	1	0.4	0.5
S/L	206	92.4	94.9
NA	6	2.7	NA

	n	%	val%
- de 16	7	3.1	63.6
De 16 à 25	1	0.4	9.1
De 26 à 42	2	0.9	18.2
Plus de 42	1	0.4	9.1
NA	212	95.1	NA

[C15revenuVariationVC]Dans quelle mesure votre revenu a changé à cause de la crise du COVID-19?

	n	%	val%
Mon revenu a diminué	56	25.1	25.1
Mon revenu est resté stable	11	4.9	4.9
Mon revenu a augmenté	0	0.0	0.0
S/L	156	70.0	70.0
NA	0	0.0	NA

	n	%	val%
Mon revenu a diminué	56	25.1	83.6
Mon revenu est resté stable	11	4.9	16.4
Mon revenu a augmenté	0	0.0	0.0
NA	156	70.0	NA

[C16Revenu_VCnow] Quel est, approximativement, votre revenu mensuel total ? (seuls des nombres peuvent être entrés dans ce champ)

	n	%	val%
- de 1200	5	2.2	2.3
De 1200 à 2000	2	0.9	0.9
De 2001 à 3000	1	0.4	0.5
Plus de 3000	1	0.4	0.5
S/L	206	92.4	95.8
NA	8	3.6	NA

	n	%	val%
- de 1200	5	2.2	55.6
De 1200 à 2000	2	0.9	22.2
De 2001 à 3000	1	0.4	11.1
Plus de 3000	1	0.4	11.1
NA	214	96.0	NA

[C17revenu_perte_VC] Par rapport à la période avant la crise du COVID-19, mon revenu actuel représente …

	n	%	val%
Beaucoup moins de la moitié de l'argent que je gagnais avant la crise du COVID-19	22	9.9	9.9
Environ la moitié de l'argent que je gagnais avant la crise du COVID-19	18	8.1	8.1
Plus de la moitié de l'argent que je gagnais avant la crise du COVID-19	15	6.7	6.8
S/L	167	74.9	75.2
NA	1	0.4	NA

	n	%	val%
Beaucoup moins de la moitié de l'argent que je gagnais avant la crise du COVID-19	22	9.9	40.0
Environ la moitié de l'argent que je gagnais avant la crise du COVID-19	18	8.1	32.7
Plus de la moitié de l'argent que je gagnais avant la crise du COVID-19	15	6.7	27.3
NA	168	75.3	NA

[C18revnPerteCompens1] Touchez-vous l'un des compléments de revenu suivants ?

	N = 79	%
Je ne touche aucun complément de revenu	54	68,4
Prestations de chômage technique (réduction d'horaires de travail - RHT)	11	13,9
Prestations de l'aide sociale (Hospice général)	4	5,1
Indemnités de l'assurance chômage	3	3,8
Autre	4	5,1

Détail "Autre"

	N	%
Allocation familiale	1	1,3
Caritas	1	1,3
Prestations complémentaires	1	1,3
Une bourse d'étude	1	1,3

[C19emploiKfiltreKVC8] Si non, pourquoi ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 65	%
Je ne peux plus aller sur mon lieu de travail	18	27,7
J'ai été licencié(e)	17	26,2
Mon employeur ne peut plus me payer	16	24,6
Je dois m'occuper de mes enfants ou d'un proche	10	15,4
Je suis (j'ai été) malade	5	7,7
Autre	17	26,2

Détail "Autre"

	N	%
Mon employeur a cessé son activité (ex: hôtellerie)	5	7,7
Fin de contrat, pas renouvelé	3	4,6
Mon employeur télétravail et n'a plus besoin de moi	2	3,1
Il n'y a plus de travail/demande/contrats	2	3,1
Peur des contrôles en raison de la crise (travail au noir)	2	3,1
J'ai démissionné par peur d'attraper le COVID-19	1	1,5
Pour l'instant, je n'y arrive pas	1	1,5
Mon employeur a peur que je le contamine	1	1,5

[C20revnPerteCompens2] En l'absence de revenu du travail, touchez-vous : (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 139	%
Je ne touche aucun complément de revenu	68	48,9
Des prestations de l'aide sociale (Hospice général)	40	28,8
Des indemnités de l'assurance chômage	19	13,7
Autre	5	3,6

Détail "Autre"

	N	%
AVS	2	1,4
Mon mari travaille à 60%	1	0,7
Mon mari travaille à 50%	1	0,7
Prestations complémentaires	1	0,7

[X1epargne_VC] Est-ce que votre épargne (argent mis de côté avant la crise) ou l'argent que vous gagnez actuellement suffit pour subvenir à vos besoins actuels ?

	n	%	val%
Oui	24	10.8	11.1
Non	193	86.5	88.9
NA	6	2.7	NA

[X2epargne_temps_VC] Si la situation actuelle se prolonge, combien de temps pourrez-vous continuer à subvenir à vos besoins ?

	n	%	val%
Moins d'un mois	109	48.9	50.9
1 ou 2 mois	81	36.3	37.9
3 mois ou plus	24	10.8	11.2
NA	9	4.0	NA

[X3ComplementRevenu] Depuis la crise du COVID-19, pour compléter votre revenu ou économiser un peu d'argent, avez-vous eu recours à des :

	N = 223	%
Rien de tout cela	119	53,4
Petits boulots	57	25,5
Ventes d'objets ou de biens personnels	35	15,7
Echanges de services entre voisins	18	8,1
Autre	7	3,0

Détail "Autre"

	N	%
Aides familiales	2	0,8
Demandé d'aide du colis du cœur et autre association	2	0,8
Handicap	1	0,4
Je ne paye pas des factures pour pouvoir survivre avec le salaire de mon mari	1	0,4
Je fais du bénévolat, je reçois des petits échanges, des petits cadeaux, ça fait du bien.	1	0,4

[X4PetitesAidesApres] Depuis le début de la crise du COVID-19, à quelle fréquence bénéficiez-vous de petites aides financières informelles pour vos achats ou vos factures de la part…

	Jamais		Quelques fois		Régulièrement		Souvent		N	NA
	N	%	N	%	N	%	N	%		
… de membres de votre famille:	149	67,4	**54**	**24,4**	10	4,5	8	3,6	221	2
…d'amis:	155	72,4	51	23,8	6	2,8	2	0,9	214	9
…de voisins:	**198**	**93,0**	12	5,6	2	0,9	1	0,5	213	10
…de votre groupe communautaire (association, personne de référence) ou confessionnel (église, mosquée, etc.):	142	64,8	52	23,7	**19**	**8,7**	6	2,7	219	4

[X5PetitesAidesAvant] Avant la crise du COVID-19, à quelle fréquence avez-vous bénéficié de petites aides financières informelles pour vos achats ou vos factures de la part…

	Jamais		Quelques fois		Régulièrement		Souvent		N	NA
	N	%	N	%	N	%	N	%		
… de membres de votre famille:	162	75,7	**45**	**21,0**	7	3,3	3	1,4	221	6
…d'amis:	176	83,8	34	16,2	4	1,9	2	1,0	214	7
…de voisins:	**205**	**96,7**	7	3,3	2	0,9	2	0,9	213	7
…de votre groupe communautaire (association, personne de référence) ou confessionnel (église, mosquée, etc.):	156	71,9	**43**	**19,8**	10	4,6	8	3,7	219	6

[D1aide_employeur_VC]Est-ce que l'un de vos employeurs vous a apporté de l'aide dans ce contexte de crise du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	35	15.7	16.0
Non	100	44.8	45.7
S/L	84	37.7	38.4
NA	4	1.8	NA

	n	%	val%
Oui	35	15.7	25.9
Non	100	44.8	74.1
NA	88	39.5	NA

[D2aideKemployeurKVC2]Si oui, quel type d'aide ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses:

	N = 35	%
De l'aide financière (payer des factures, donner ou prêter de l'argent, etc.)	26	74,3
De l'aide matérielle (donner de la nourriture, fournir un nouveau logement, etc.)	12	34,3

[D3emprunt_VC] Est-ce que vous avez dû emprunter de l'argent (à des amis, la famille, la banque, un prêteur, …) à cause de la crise liée au COVID-19?

	n	%	val%
Oui	106	47.5	47.7
Non	116	52.0	52.3
NA	1	0.4	NA

[D4empruntTaux] A quel taux d'intérêt avez-vous emprunté cet argent ?

	n	%	val%
0%	59	26.5	26.6
1 à 5%	13	5.8	5.9
6 à 10%	17	7.6	7.7
11 à 15%	2	0.9	0.9
16% et plus	5	2.2	2.3
Je ne sais pas	10	4.5	4.5
S/L	116	52.0	52.3
NA	1	0.4	NA

	n	%	val%
0%	59	26.5	55.7
1 à 5%	13	5.8	12.3
6 à 10%	17	7.6	16.0
11 à 15%	2	0.9	1.9
16% et plus	5	2.2	4.7
Je ne sais pas	10	4.5	9.4
NA	117	52.5	NA

[D5emprunt_futur_VC] Est-ce que vous envisagez d'emprunter de l'argent (à des amis, la famille, la banque, un prêteur, votre employeur…) à cause de la crise liée au COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	28	12.6	12.6
Non	88	39.5	39.6
S/L	106	47.5	47.7
NA	1	0.4	NA

	n	%	val%
Oui	28	12.6	24.1
Non	88	39.5	75.9
NA	107	48.0	NA

[D6facture_VC] Avez-vous eu des difficultés à payer une ou plusieurs factures courantes depuis le début de la crise du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	173	77.6	78.6
Non	47	21.1	21.4
NA	3	1.3	NA

[D7facturesKtypeKVC] Quelles sont les factures que vous n'avez pas pu payer à cause de la crise du COVID-19 ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses):

	N = 173	%
Le loyer	110	63,6
L'assurance maladie	80	46,2
L'abonnement de bus ou de train	78	45,1
Les frais de téléphone	75	43,4
L'électricité	45	26,0
Internet	39	22,5
Autre	20	11,6

Détail "Autre"

	N	%
Frais médicaux (consultations, médicaments, etc.)	5	2,9
Bilag/Serafe	3	1,7
Education des enfants	3	1,7
Nourriture	2	1,2
Remboursement de prêt/dette	2	1,2
Soutien financier de la famille restée au pays	2	1,2
Avocat	1	0,6
Blanchisserie	1	0,6
Le plaisir de la famille	1	0,6

[D8facture_imprevu_VC] Si tout d'un coup vous deviez payer une facture de 1500 CHF, serait-ce possible ?

	n	%	val%
Oui	11	4.9	5.0
Non	211	94.6	95.0
NA	1	0.4	NA

[D9factureImprevu2500] Et s'il s'agit d'une facture imprévue de 2500 CHF, serait-ce possible ?

	n	%	val%
Oui	3	1.3	1.4
Non	8	3.6	3.6
S/L	211	94.6	95.0
NA	1	0.4	NA

	n	%	val%
Oui	3	1.3	27.3
Non	8	3.6	72.7
NA	212	95.1	NA

Accès aux prestations et services d'aide

[E1aide_VC] Depuis la crise du COVID-19, avez-vous demandé de l'aide (à part de la nourriture) à des institutions publiques, des associations ou des membres de votre groupe communautaire ou religieux ?

	n	%	val%
Oui	68	30.5	30.5
Non	155	69.5	69.5
NA	0	0.0	NA

[E2sansAideAucune] Pourquoi n'avez-vous pas fait appel à eux/elles ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 155	%
Je ne connais pas les aides disponibles ni à qui les demander	73	47,1
Je ne connais pas ces services d'aide	71	45,8
J'ai peur des conséquences administratives (perdre mon permis de séjour par ex.)	29	18,7
Les démarches sont trop compliquées	21	13,5
Je préfère laisser cette aide à d'autres qui en ont plus besoin que moi	20	12,9
Je préfère me débrouiller seul-e	13	8,4
Je n'ai pas droit aux aides	11	7,1
Je ne veux pas qu'on sache que j'ai besoin d'aide	9	5,8
Ce n'est pas nécessaire	4	2,6
Autre	9	5,8

Détail "Autre"

	N	%
J'ai demandé de l'aide à un service social/ une association mais je n'ai pas obtenu de réponse	2	1,3
J'ai eu le COVID-10 et j'étais contagieux	2	1,3
Je suis à risque et je n'ai pas de masque pour les rendez-vous	1	0,6
Je n'ai pas de permis de travail	1	0,6
Je ne parle pas bien français	1	0,6
Je préfère bouger, avoir un échange, je fais du bénévolat	1	0,6
Je ne peux pas demander d'aide à la mosquée en tant que femme (je ne suis pas pratiquante)	1	0,6

[E3aide_type_VC] Pour quel(s) type(s) de besoins les avez-vous contactés ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 68	%
Revenu insuffisant	45	66,2
Problème de logement	37	54,4
Problème de santé	12	17,6
Besoin d'informations	12	17,6
Besoin d'une assistance juridique	10	14,7
Besoin d'un soutien psychologique	3	4,4
Conflit avec mon employeur	2	2,9
Garde d'enfants	2	2,9
Autre	2	2,9

Détail "Autre"

	N	%
Aliments	1	1,5
Besoin de matériel scolaire	1	1,5

[E4aideInstititutions] Qui avez-vous contacté ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 68	%
Associations (Caritas, CSP, Contact Suisse Immigrés, EPER, etc.)	46	67,6
Institutions publiques (Services du Canton ou de la Commune, ex : Hospice général, Centres d'action sociale, Services sociaux, etc)	21	30,9
Groupe confessionnel (église, mosquée, etc)	9	13,2
Groupe communautaire (associations culturelles, etc)	4	5,9
Une personne de référence de ma communauté	4	5,9
Syndicats (UNIA, SIT, etc)	3	4,4
Autre	7	10,3

Détail "Autre"

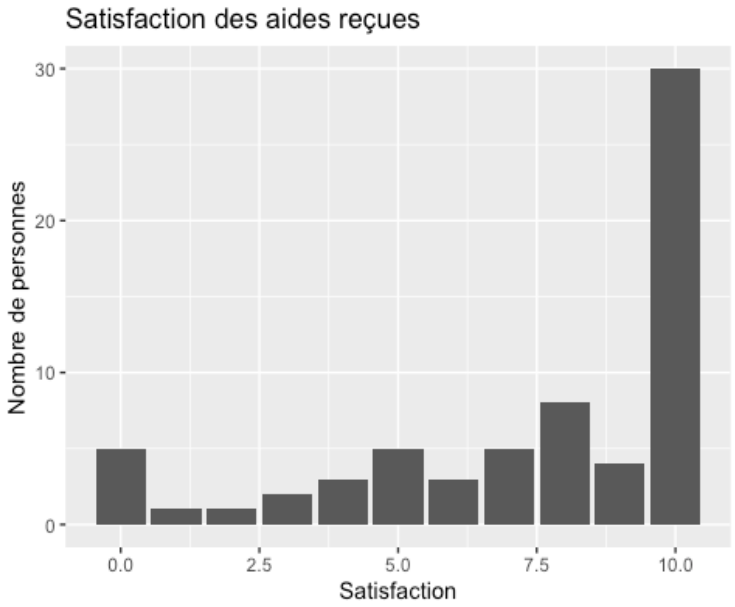
	N	%
Colis du cœur/ Caravane de solidarité	3	4,4
PSS Universidad/ UNIGE	2	2,9
Amis	1	1,5
Rien	1	1,5

[E5aideTemps] Combien de temps avez-vous attendu pour demander de l'aide ?

	n	%	val%
Je n'ai pas attendu	7	3.1	3.1
Jusqu'à 1 semaine	12	5.4	5.4
Jusqu'à 15 jours	10	4.5	4.5
Jusqu'à 1 mois	20	9.0	9.0
Plus d'un mois	19	8.5	8.5
S/L	155	69.5	69.5
NA	0	0.0	NA

	n	%	val%	
Je n'ai pas attendu	7	3.1	10.3	
Jusqu'à 1 semaine	12	5.4	17.7	
Jusqu'à 15 jours	10	4.5	14.7	
Jusqu'à 1 mois	20	9.0	29.4	
Plus d'un mois	19	8.5	27.9	
NA	155	69.	NA	

[E6aideSatisfaction] De manière générale, si 0 signifie "pas du tout satisfait" et 10 "tout à fait satisfait", dans quelle mesure êtes- vous satisfait-e des aides reçues ?



[E7aidePasDemandees] Y a-t-il une ou des aides que vous n'avez pas demandée-s ?

	n	%	val%
Oui	39	17.5	17.6
Non	28	12.6	12.6
S/L	155	69.5	69.8
NA	1	0.4	NA

	n	%	val%
Oui	39	17.5	58.2
Non	28	12.6	41.8
NA	156	70.0	NA

[E8aidePasDemandeType] Quel type d'aide(s) n'avez-vous pas demandée(s) ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 39	%
Alimentaire	4	10,3
Informations	12	30,8
Financière	14	35,9
Garde d'enfants	17	43,6
Assistance juridique	20	51,3
Soins	23	59,0
Soutien psychique	24	61,5
Autre	4	10,3

Détail "Autre"

	N	%
Aide pour obtenir un permis	1	2,6
Aide pour payer des factures	1	2,6
Aide pour payer des poursuites	1	2,6
Aide pour les vacances (pas d'aides = pas de vacances)	1	2,6

[E9sansAideAutres] Pourquoi n'avez-vous pas demandé cette ou ces aide-s ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 40	%
Je ne connais pas ces services d'aide	19	47,5
Je ne connais pas les aides disponibles ni à qui les demander	15	37,5
Ce n'est pas nécessaire	12	30,0
Je préfère laisser cette aide à d'autres qui en ont plus besoin que moi	12	30,0
Je préfère me débrouiller seul-e	5	12,5
Les démarches sont trop compliquées	4	10,0
J'ai peur des conséquences administratives (perdre mon permis de séjour par ex.)	3	7,5
Je n'ai pas droit aux aides	3	7,5
Je ne veux pas qu'on sache que j'ai besoin d'aide	1	2,5
Autre	2	5,0

Détail "Autre"

	N	%
A cause de la peur d'attraper le virus	1	2,5
Difficultés à organiser une demande d'aide et une planification de vacances en temps de pandémie	1	2,5

[E10aidePerdue] Y a-t-il une ou des aides que vous receviez avant le COVID-19 et que vous ne recevez plus maintenant ?

	n	%	val%
Oui	18	8.1	8.1
Non	203	91.0	91.9
NA	2	0.9	NA

[E11aidePerdueType]De quel type d'aide(s) s'agissait-il ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 18	%
Alimentaire	12	66,7
Financière	7	38,9
Informations	2	11,1
Soins	2	11,1
Garde d'enfants	1	5,6
Assistance juridique	1	5,6
Soutien psychique	1	5,6
Autre	2	11,1

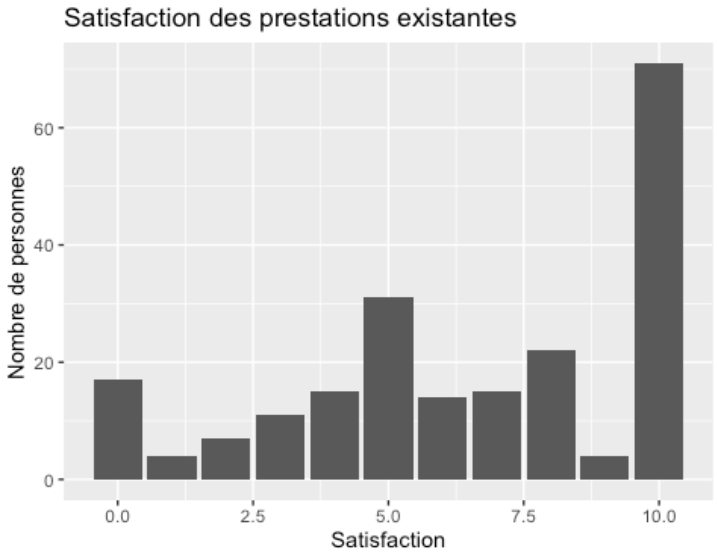
Détail "Autre"

	N	%
Subside cantonal pour l'assurance maladie	1	5,6
Complément de salaire, Hospice Général	1	5,6

[E12aidePerdueMotif] Et pourquoi ne recevez-vous plus ces aides depuis la crise du COVID-19 ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 18	%
Le lieu où j'allais chercher de l'aide a fermé à cause du COVID-19	12	66,7
Temps d'attente trop long dans les circonstances actuelles	5	27,8
Je suis bloqué-e à la maison	5	27,8

[E13aideSatisfPrestat] De manière générale, si 0 signifie "pas du tout satisfait" et 10 "tout à fait satisfait", dans quelle mesure êtes-vous satisfait-e des prestations existantes ?



Santé et accès aux soins

Dans le contexte de la crise du COVID-19, les autorités suisses ont imposé des mesures d'isolement à domicile pour les personnes malades du coronavirus ou suspectées d'être malades du coronavirus.

[F0covid_info_VC] êtes-vous informé de ces mesures ?

	n	%	val%
Oui	187	83.9	84.6
Non	34	15.2	15.4
NA	2	0.9	NA

[F1covid_GroupeRisque] Faites-vous partie des groupes à risque identifiés par les autorités sanitaires (personnes atteintes de cancer, diabète, faiblesse immunitaire, hypertension artérielle, maladies cardio-vasculaires, maladies chroniques des voies respiratoires) ?

	n	%	val%
Oui	42	18.8	18.8
Non	157	70.4	70.4
Je ne sais pas	24	10.8	10.8
NA	0	0.0	NA

[F2covid_VC] Avez-vous eu le COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui, j'ai été testé positif au COVID-19	5	2.2	2.2
Oui peut-être mais je n'ai pas fait le test	29	13.0	13.0
Non	189	84.8	84.8
NA	0	0.0	NA

[F3covidHospitalisaVC] Avez-vous été hospitalisé durant au moins 48 heures à cause du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	1	0.4	0.4
Non	33	14.8	14.8
S/L	189	84.8	84.8
NA	0	0.0	NA

	n	%	val%
Oui	1	0.4	2.9
Non	33	14.8	97.1
NA	189	84.8	NA

[F4covidQuarantaineVC] Êtes-vous resté en isolement à domicile durant au moins 10 jours à cause du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	25	11.2	11.2
Non	9	4.0	4.0
S/L	189	84.8	84.8
NA	0	0.0	NA

	n	%	val%
Oui	25	11.2	73.5
Non	9	4.0	26.5
NA	189	84.8	NA

[F5covid_40_non_VC] Pourquoi n'êtes-vous pas resté en isolement à domicile durant au moins 10 jours ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 9	%
Il n'y a pas assez de place chez moi pour que je reste isolé-e	4	44,4
J'ai dû continuer à m'occuper de ma famille ou mes proches	4	44,4
J'ai dû continuer à travailler	1	11,1
Je n'ai pas supporté l'isolement	1	11,1
Je n'ai pas été informé-e de cette mesure	1	11,1
Autre	2	22,2

Détail "Autre"

	N	%
Faire les achats et les médicaments	1	11,1
Je ne suis pas sûr d'avoir contracté le COVID-19	1	11,1

[F7covid_coloc_VC] Est-ce qu'une personne vivant dans le même logement que vous a eu le COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui, une personne a été testée positive au COVID-19	6	2.7	2.7
Oui probablement mais cette personne n'a pas fait le test	15	6.7	6.8
Non	200	89.7	90.5
NA	2	0.9	NA

[F8AssuranceMaladie] Avez-vous une assurance maladie ?

	n	%	val%
Oui	122	54.7	54.7
Non	100	44.8	44.8
Je ne sais pas	1	0.4	0.4
NA	0	0.0	NA

[F9renoncer_soins_VC] Est-ce que vous avez renoncé à consulter un médecin, ou à aller à l'hôpital à cause de la crise du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	60	26.9	27.0
Non	162	72.6	73.0
NA	1	0.4	NA

[F10renonSoins_raison] Pour quelle(s) raison(s) avez-vous renoncé à consulter un médecin ou l'hôpital ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 59	%
Par crainte d'être contaminé-e	37	62,7
Pour ne pas surcharger les médecins ou les hôpitaux	22	37,3
Pour des raisons financières	19	32,2
Parce que je ne savais pas à qui m'adresser	4	6,8
Autre	4	6,8

Détail "Autre"

	N	%
Mon médecin ou lieu de consultation habituel n'est pas disponible en raison du COVID-19	3	5,1
My senior boss wants me to go to my doctor for check up because I have an headache that time	1	1,7

[G0srh_VC] Dans l'ensemble, vous pensez que votre santé actuelle est…

	n	%	val%
Excellente	17	7.6	7.7
Très	27	12.1	12.2
Bonne	127	57.0	57.2
Médiocre	44	19.7	19.8
Mauvaise	7	3.1	3.2
NA	1	0.4	NA

[G1sante_evolution_VC] Par rapport à avant la crise du COVID-19, vous estimez que votre état de santé s'est…

	n	%	val%
Amélioré	8	3.6	3.6
Un peu amélioré	10	4.5	4.5
Resté le même	137	61.4	62.0
Un peu détérioré	54	24.2	24.4
Détérioré	12	5.4	5.4
NA	2	0.9	NA

[G2sante_mentale_VC]Actuellement, est-ce que vous ressentez de la tristesse, de l'inquiétude ou de l'anxiété ?

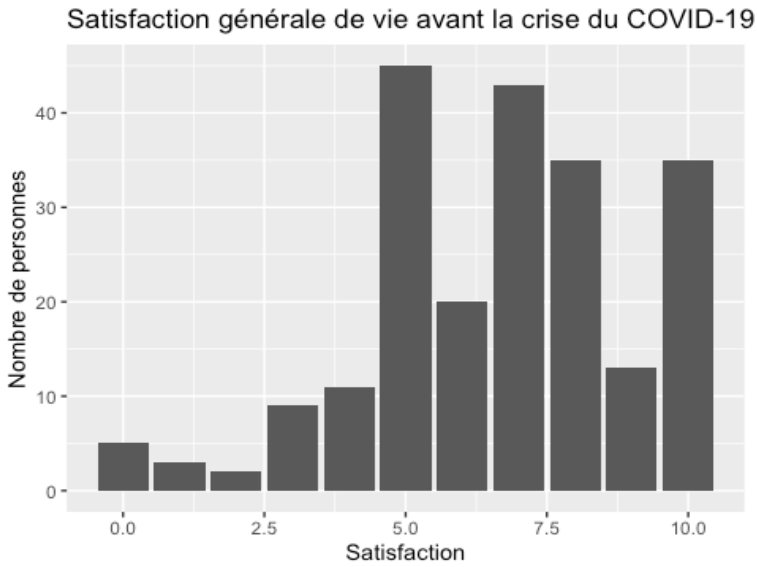
	n	%	val%
Oui	183	82.1	82.4
Non	39	17.5	17.6
NA	1	0.4	NA

[G3santeMentaleEvolVC]Par rapport à avant la crise du COVID-19, vous vous sentez …

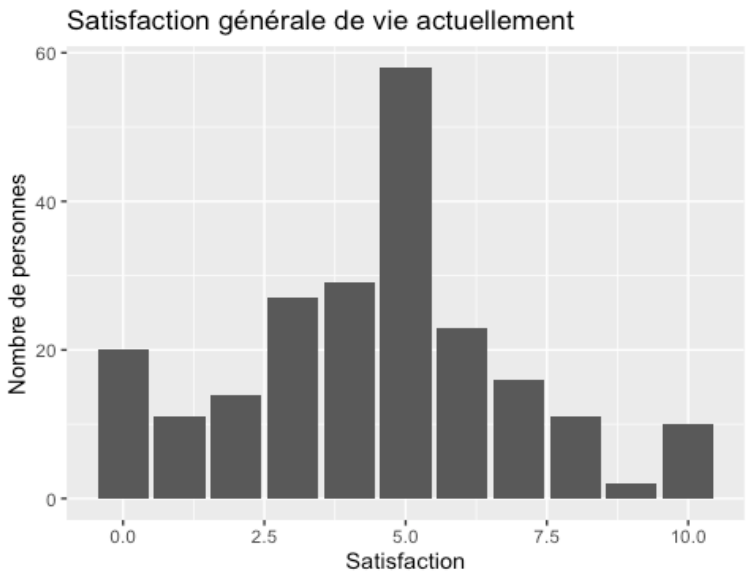
	n	%	val%
La même chose	23	10.3	10.4
Moins triste ou inquiet	32	14.3	14.4
Plus triste ou inquiet	128	57.4	57.7
S/L	39	17.5	17.6
NA	1	0.4	NA

	n	%	val%
La même chose	23	10.3	12.6
Moins triste ou inquiet	32	14.3	17.5
Plus triste ou inquiet	128	57.4	69.9
NA	40	17.9	NA

[G4satisfacAvantCovid] De manière générale, si 0 signifie “pas du tout satisfait” et 10 “tout à fait satisfait”, dans quelle mesure étiez-vous satisfait-e de votre vie avant la crise du COVID-19 ?



[G5satisfactionVie_VC] De manière générale, si 0 signifie “pas du tout satisfait” et 10 “tout à fait satisfait”, dans quelle mesure êtes-vous satisfait-e de votre vie actuelle ?



Logement et ménage

[H1logementType] Où logez-vous actuellement ?

	n	%	val%
À mon domicile (appartement/maison)	146	65.5	66.4
Chez des proches	43	19.3	19.5
Dans un hébergement d'urgence (foyer, hôtel, etc.)	11	4.9	5.0
Autre	20	9.0	9.1
NA	3	1.3	NA

	n	%	val%
Chambre à louer	3	1.3	1.3
Appartement de quelqu'un	1	0.4	0.5
Colocation avec des personnes pas connues	1	0.4	0.5
Hormis.camp	1	0.4	0.5
Hospice Général	1	0.4	0.5
J'ai pas logement maintenant	1	0.4	0.5
Location d'une plaza	1	0.4	0.5
Plaza, une maison avec plus de personnes dans une pièce	1	0.4	0.5
Sous location d'un studio	1	0.4	0.5
Une chambre avec femme, fils de 10 ans et belle-mère	1	0.4	0.5
NA	8	3.6	3.6

[H2logementChang] Avez-vous changé de logement depuis la crise du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui	23	10.3	10.5
Non	197	88.3	89.5
NA	3	1.3	NA

[H3logementChang2] Si oui, pour quelle raison ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

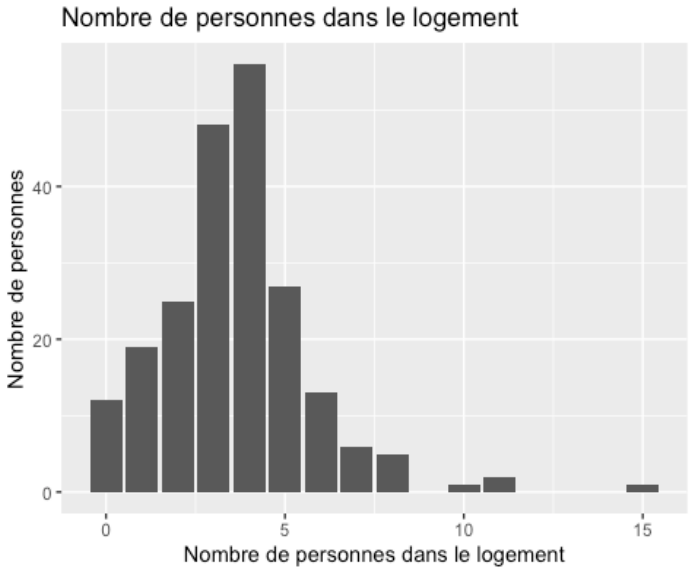
	N = 23	%
J'ai perdu mon logement	15	65,2
J'avais de toute façon prévu de déménager	3	13,0
Je devais m'occuper de proches	2	8,7
Mon nouveau logement est plus adapté au confinement	1	4,3
Autre	4	17,4

Détail "Autre"

	N	%
Conflit avec anciens locataires/propriétaires	3	13,0
Je peux pas rester chez ma mère car elle est à risque	1	4,3

H4LogementCombien] Combien de personnes vivent actuellement avec vous dans votre logement ? (Si vous vivez seul-e, choisir "0")

	n	%	val%
Seul ou à 2	31	13.9	14.4
De 3 à 5	129	57.8	60.0
De 6 à 8	46	20.6	21.4
Plus de 8	9	4.0	4.2
NA	8	3.6	NA



[H5LogementQui] Quelles personnes vivent avec vous dans le même logement ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 207	%
Enfant(s)	127	61,4
Partenaire ou conjoint(e)	115	55,6
Ami(s)/Connaissance(s)	33	15,9
Famille élargie (frères, sœurs, oncles, tantes, grands-parents, etc.)	28	13,5
Parent(s)	20	9,7
Petit(s)-enfant(s)	11	5,3
Colocataire(s)	7	3,4
Inconnu(s)	5	2,4
Propriétaire(s)/Locataire(s)	4	1,9
Autre	1	0,5

Détail "Autre"

	N	%
2	1	0,5

[H6LogementPieces] De combien de pièces se compose votre logement (sans compter la cuisine, la salle de bain et les toilettes) ?

	n	%	val%
1	71	31.8	33.2
2	65	29.1	30.4
3	51	22.9	23.8
4	16	7.2	7.5
5	11	4.9	5.1
NA	9	4.0	NA

[H7LogementSatisfact] Sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie « Pas du tout satisfait » et 10 « Tout à fait satisfait », quel est votre degré de satisfaction générale par rapport à votre logement ?

[H8logement_variation] Est-ce que vos conditions de logement ont changé à cause de la crise du COVID-19 ?

	n	%	val%
Oui, elles se sont améliorées	3	1.3	1.4
Non, elles sont restées identiques	180	80.7	82.2
Oui, elles se sont dégradées	36	16.1	16.4
NA	4	1.8	NA

[H9logement_peur_VC] Dans quelle mesure avez-vous peur de perdre votre logement ?

	n	%	val%
Pas du tout peur	60	26.9	27.3
Un peu peur	97	43.5	44.1
Très peur	63	28.3	28.6
NA	3	1.3	NA

[H10logement_perte_VC] Si vous perdiez votre logement, est- ce que des amis, des proches ou des membres de votre famille pourraient vous héberger temporairement ?

	n	%	val%
Oui	37	16.6	17.0
Non	121	54.3	55.5
S/L	60	26.9	27.5
NA	5	2.2	NA

	n	%	val%
Oui	37	16.6	23.4
Non	121	54.3	76.6
NA	65	29.1	NA

[I1conflit_couple_VC] Est-ce que le confinement lié au COVID-19 a créé des tensions ou des conflits dans votre couple ?

	n	%	val%
Non, aucun conflit	47	21.1	23.3
Oui, des petits conflits	49	22.0	24.3
Oui, de forts conflits	10	4.5	5.0
Je ne vis pas en couple	4	1.8	2.0
S/L	92	41.3	45.5
NA	21	9.4	NA

	n	%	val%
Non, aucun conflit	47	21.1	42.7
Oui, des petits conflits	49	22.0	44.5
Oui, de forts conflits	10	4.5	9.1
Je ne vis pas en couple	4	1.8	3.6
NA	113	50.7	NA

[I2conflit_menage_VC] Est-ce que le confinement lié au COVID-19 a créé des tensions ou des conflits entre les personnes habitant avec vous ?

	n	%	val%
Non, aucun conflit	83	37.2	38.1
Oui, des petits conflits	107	48.0	49.1
Oui, de forts conflits	16	7.2	7.3
S/L	12	5.4	5.5
NA	5	2.2	NA

	n	%	val%
Non, aucun conflit	83	37.2	40.3
Oui, des petits conflits	107	48.0	51.9
Oui, de forts conflits	16	7.2	7.8
NA	17	7.6	NA

[I3violence_VC] Avez-vous subi ou été témoin de menaces ou de violence physique ou psychologique (insultes, harcèlement, etc.) au sein de votre ménage ?

	n	%	val%
Oui	21	9.4	12.6
Non	106	47.5	63.5
S/L	40	17.9	24.0
NA	56	25.1	NA

	n	%	val%
Oui	21	9.4	16.5
Non	106	47.5	83.5
NA	96	43.0	NA

[I4violence_type_VC] était-ce de la violence physique, psychologique ou les deux ?

	n	%	val%
De la violence physique	1	0.4	0.8
De la violence psychologique	16	7.2	12.6
Les deux	4	1.8	3.1
S/L	106	47.5	83.5
NA	96	43.0	NA

	n	%	val%
De la violence physique	1	0.4	4.8
De la violence psychologique	16	7.2	76.2
Les deux	4	1.8	19.0
NA	202	90.6	NA

[I5filtre_enfants_VC] Habitez-vous avec un ou des enfants ou petits-enfants qui vont à l'école à Genève ?

	n	%	val%
Oui	103	46.2	51.0
Non	22	9.9	10.9
S/L	77	34.5	38.1
NA	21	9.4	NA

	n	%	val%
Oui	103	46.2	82.4
Non	22	9.9	17.6
NA	98	43.9	NA

[I6ecole_VC] Est-ce que le fait que votre ou vos enfants ou petit(s)-enfant(s) doivent suivre l'école à la maison pose des difficultés ?

	n	%	val%
Non, aucune difficulté	51	22.9	40.8
Oui, certaines difficultés	52	23.3	41.6
S/L	22	9.9	17.6
NA	98	43.9	NA

	n	%	val%
Non, aucune difficulté	51	22.9	49.5
Oui, certaines difficultés	52	23.3	50.5
NA	120	53.8	NA

[I7ecole_diff_VC] Quelles difficultés rencontrez-vous ? (Vous pouvez choisir plusieurs réponses)

	N = 51	%
Encadrer les enfants dans leurs cours et devoirs	30	58,8
Avoir un espace de travail pour les enfants	26	51,0
Avoir accès au matériel que l'école demande d'avoir (Internet, imprimante, ordinateur, etc.)	23	45,1
Faire garder vos enfants pendant que vous travaillez	9	17,6
Autre	2	3,9

Détail "Autre"

	N	%
Problème d'apprentissage, enfant doit aller dans une école spécialisée	1	2,0
Risque de contamination	1	2,0

[I8TachesQuotidAvant] Avant la crise du COVID-19, à quelle fréquence avez-vous été aidé pour les tâches du quotidien (enfants, ménage, etc.) par…

	Jamais		Quelques fois		Régulièrement		Souvent		N	NA
	N	%	N	%	N	%	N	%		
… de membres de votre famille:	95	43,4	**51**	**23,3**	**50**	**22,8**	**23**	**10,5**	219	4
…d'amis:	164	75,9	42	19,4	8	3,7	2	0,9	216	7
…de voisins:	**193**	**90,2**	20	9,3	1	0,5	0	0,0	214	9
…de votre groupe communautaire (association, personne de référence) ou confessionnel (église, mosquée, etc.):	192	89,3	17	7,9	3	1,4	3	1,4	215	8

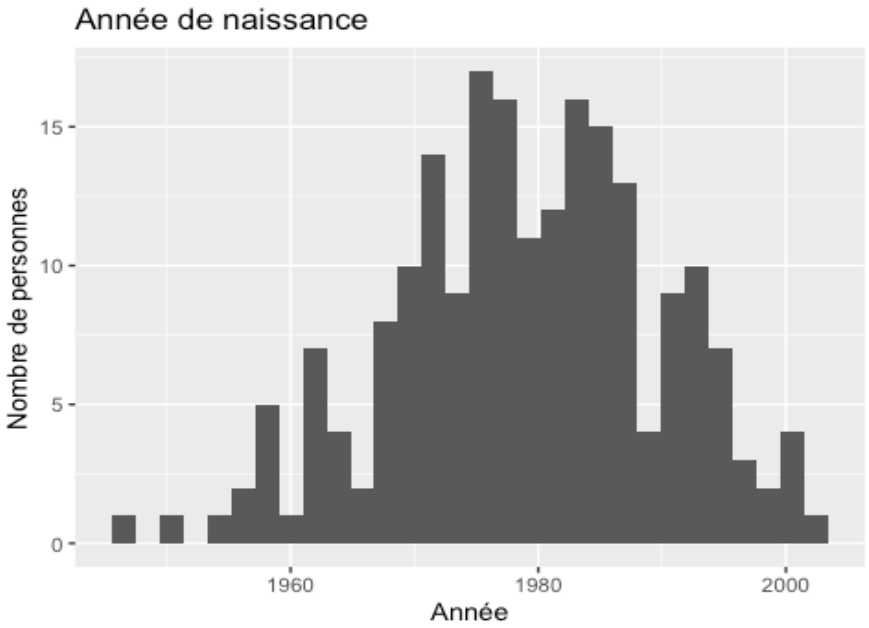
[I9TachesQuotidApres] Et depuis la crise du COVID-19, à quelle fréquence êtes-vous aidé pour les tâches du quotidien (enfants, ménage, etc.) par…

	Jamais		Quelques fois		Régulièrement		Souvent		N	NA
	N	%	N	%	N	%	N	%		
… de membres de votre famille:	115	52,8	**41**	**18,8**	**44**	**20,2**	**18**	**8,3**	218	5
…d'amis:	174	81,3	32	15,0	6	2,8	2	0,9	214	9
…de voisins:	**194**	**91,1**	17	8,0	1	0,5	1	0,5	213	10
…de votre groupe communautaire (association, personne de référence) ou confessionnel (église, mosquée, etc.):	**193**	**91,0**	16	7,5	1	0,5	2	0,9	212	11

Variables sociodémographiques

[J1Age] Quelle est votre année de naissance ? (seuls des nombres peuvent être entrés dans ce champ)

	n	%	val%
moins de 25 ans	10	4.5	4.9
de 25 à 50 ans	157	70.4	76.6
plus de 50 ans	38	17.0	18.5
NA	18	8.1	NA



[J2Sexe] Sexe

	n	%	val%
Féminin	144	64.6	68.6
Masculin	66	29.6	31.4
NA	13	5.8	NA

[J3EtatCivil] Quel est votre état civil ?

	n	%	val%
Célibataire	73	32.7	34.8
Marié-e	81	36.3	38.6
Divorcé-e/Séparé-e	46	20.6	21.9
Veuf(ve)	10	4.5	4.8
NA	13	5.8	NA

[J4Nationalite] Votre/vos nationalité-s ?

	n	%	val%
Afghane	2	0.9	1.0
Algerienne	2	0.9	1.0
Bolivienne	16	7.2	7.6
Bresilienne	21	9.4	10.0
Britannique	1	0.4	0.5
Burkinabe	1	0.4	0.5
Chilienne	3	1.3	1.4
Colombienne	19	8.5	9.0
Dominicaine	3	1.3	1.4
Equatorienne	7	3.1	3.3
Erythreenne	1	0.4	0.5
Espagnole	12	5.4	5.7
Ethiopienne	1	0.4	0.5
Française	1	0.4	0.5
Georgienne	1	0.4	0.5
Haïtienne	1	0.4	0.5
Hondurienne	5	2.2	2.4
Irakienne	1	0.4	0.5
Italienne	1	0.4	0.5
Kossovienne	1	0.4	0.5
Malienne	1	0.4	0.5
Marocaine	7	3.1	3.3
Mexicaine	1	0.4	0.5
Mongole	6	2.7	2.9
Nicaraguayenne	2	0.9	1.0
Nigerienne	1	0.4	0.5
Palestinienne	1	0.4	0.5
Paraguayenne	1	0.4	0.5
Peruvienne	16	7.2	7.6
Philippine	29	13.0	13.8
Portugaise	6	2.7	2.9
Roumaine	1	0.4	0.5
Salvadorienne	5	2.2	2.4
Senegalaise	2	0.9	1.0
Slovene	1	0.4	0.5
Sri-lankaise	1	0.4	0.5
Suisse	16	7.2	7.6
Syrienne	9	4.0	4.3
Togolaise	1	0.4	0.5
Turque	2	0.9	1.0
Yemenite	1	0.4	0.5
NA	13	5.8	NA

Nationalités recodée

	n	%	val%
Amérique du Sud	96	43.0	45.7
Philippine	29	13.0	13.8
Europe	23	10.3	11.0
Afrique	17	7.6	8.1
Moyen-Orient	16	7.2	7.6
Suisse	16	7.2	7.6
Autre	13	5.8	6.2
NA	13	5.8	NA

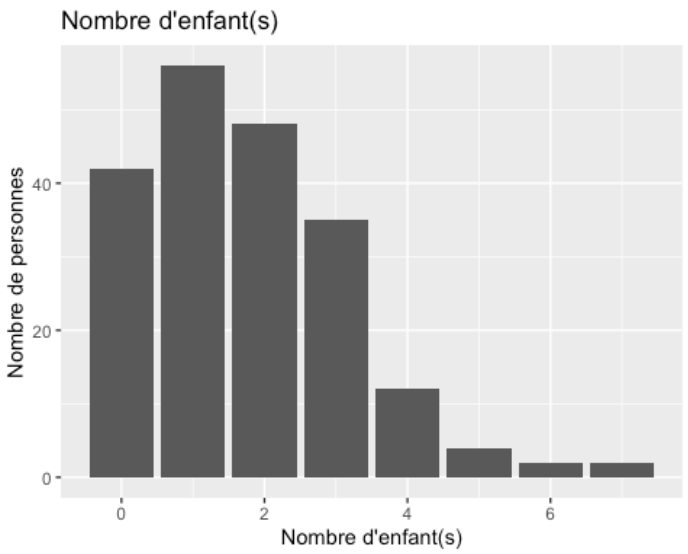
[J5PermisDeSejour]Quel permis de séjour avez-vous ?

	n	%	val%
Passeport suisse	17	7.6	8.1
Permis B	54	24.2	25.6
Permis C	20	9.0	9.5
Permis F	7	3.1	3.3
Permis N	3	1.3	1.4
Sans ou dans l'attente d'un permis de	94	42.2	44.5
Autre	16	7.2	7.6
NA	12	5.4	NA

Autre

	n	%	val%
E	1	0.4	0.5
European Passport/Permit	1	0.4	0.5
Permis de séjour en France	1	0.4	0.5
Permis humanitaire (Permis B)	1	0.4	0.5
Permit E	1	0.4	0.5
Schengen visa	1	0.4	0.5
NA	10	4.5	4.7

[Enfants] Combien d'enfant(s) avez-vous ?



[J27 NiveauFormation] Quel est votre diplôme ou certificat le plus élevé ?

	n	%	val%
Pas de diplôme ou certificat	37	16.6	17.5
Ecole obligatoire	50	22.4	23.7
Diplôme secondaire (apprentissage, baccalauréat ou équivalent)	57	25.6	27.0
Diplôme tertiaire (bachelor universitaire, master ou doctorat ou équivalent)	61	27.4	28.9
Autre	6	2.7	2.8
NA	12	5.4	NA

Autre

	n	%	val%
1ère année collège	1	0.4	0.5
AFP boulangerie	1	0.4	0.5
Associate in Secretarial Science 2	1	0.4	0.5
En Bolivie, je suis vétérinaire	1	0.4	0.5
En cours de prendre mon bachelor en sciences pharmaceutiques	1	0.4	0.5
Undergraduate	1	0.4	0.5

[J29CodePostal] Quelle est votre commune de résidence ?

	n	%	val%
Genève	103	49,8	46,2
Carouge	28	12,6	13,5
Meyrin	13	5,8	6,3
Vernier	12	5,4	5,8
Le Grand-Saconnex	8	3,6	3,9
Anières	6	2,7	2,9
Onex	6	2,7	2,9
Thônex	6	2,7	2,9
Chêne-Bourg	5	2,2	2,4
Grand-Lancy	5	2,2	2,4
Petit-Lancy	3	1,3	1,4
Versoix	2	0,9	1,0
Vernier	2	0,9	1,0
Athenaz (Avusy)	1	0,4	0,5
Avully	1	0,4	0,5
Bellevue	1	0,4	0,5
Bernex	1	0,4	0,5
Chambésy	1	0,4	0,5
Chêne-Bougeries	1	0,4	0,5
Confignon	1	0,4	0,5
Veyrier	1	0,4	0,5